Nations Unies S/PV.4165



Conseil de sécurité

Cinquante-cinquième année

Provisoire

4165e séance
Mardi 27 juin, à 10 h 30
New York

Président :	M. Levitte	(France)
Membres :	Argentine	M. Cappagli
	Bangladesh	M. Ahmed
	Canada	M. Fowler
	Chine	M. Shen Guofang
	États-Unis d'Amérique	M. Holbrooke
	Fédération de Russie	M. Sergeev
	Jamaïque	Mlle Durrant
	Malaisie	M. Hasmy
	Mali	M. Keita
	Namibie	M. Theron
	Pays-Bas	M. van Walsum
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Sir Jeremy Greenstock
	Tunisie	M. Jerandi
	Ukraine	M. Krokhmal

Ordre du jour

La situation au Timor oriental.

00-50316 (F)

La séance est ouverte à 10 h 45.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation au Timor oriental

Le Président : J'informe les membres du Conseil que j'ai reçu des représentants de l'Australie, du Brésil, de l'Indonésie, du Japon, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, du Portugal et de la République de Corée des lettres dans lesquelles ils demandent à être invités à participer au débat sur la question inscrite à l'ordre du jour du Conseil. Suivant la pratique établie, je propose, avec l'assentiment du Conseil, d'inviter ces représentants à participer au débat, sans droit de vote, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte et à l'article 37 du Règlement intérieur provisoire du Conseil.

En l'absence d'objections, il en est ainsi décidé.

Sur l'invitation du Président, Mme Wensley (Australie), M. De Moura (Brésil), M. Widodo (Indonésie), M. Akasaka (Japon), M. Powles (Nouvelle-Zélande), M. Kolby (Norvège), M. Monteiro (Portugal) et M. Sun (République de Corée) occupent les sièges qui leur sont réservés sur le côté de la salle du Conseil.

Le Président : Conformément à l'accord auquel est parvenu le Conseil lors de ses consultations préalables et en l'absence d'objection, je considérerai que le Conseil de sécurité décide d'inviter, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, M. Sergio Vieira de Mello, Représentant spécial du Secrétaire général et Administrateur transitoire pour le Timor oriental.

En l'absence d'objections, il en est ainsi décidé.

J'invite M. Vieira de Mello à prendre place à la table du Conseil.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour. Le Conseil se réunit conformément à l'accord auquel il est parvenu lors de ses consultations préalables.

Le Conseil de sécurité va entendre à la présente séance un exposé de M. Sergio Vieira de Mello, Représentant spécial du Secrétaire général et Administrateur transitoire pour le Timor oriental.

Je souhaite la plus chaleureuse des bienvenues à M. Vieira de Mello et je lui donne immédiatement la parole.

M. Vieira de Mello : Monsieur le Président, je vous remercie, et permettez-moi tout d'abord de vous présenter, avec quelque retard, mes félicitations à l'occasion de votre nomination à New York et d'avoir bien voulu me donner cette occasion de vous faire rapport sur la situation au Timor oriental, sous votre présidence.

L'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental (ATNUTO), les Timorais et la communauté internationale continuent de progresser sur la voie de la reconstruction du Timor oriental. La fiche de synthèse, que je me suis permis de vous distribuer, récapitule les activités que nous menons dans certains des domaines clefs. Peut-être le résultat principal obtenu à ce jour consiste-t-il en ce que nous nous rendons beaucoup mieux compte que tel n'était sans doute pas le cas dans un premier temps, du caractère inédit, englobant et complexe de la mission de l'ATNUTO et du fait que notre succès à long terme dépendra en définitive de la mesure dans laquelle les Timorais eux-mêmes participeront au processus de transition et se l'approprieront. Il me semble que nos principaux interlocuteurs comprennent de mieux en mieux, quant à eux, que l'exercice du pouvoir ne consiste pas simplement à influer sur la prise de décisions, ni à y prendre part, mais aussi à assumer la responsabilité de ses choix. Telle est la perspective générale dans laquelle nous avons récemment débattu des moyens de progresser dans la transition, question sur laquelle je souhaiterais m'étendre avec vous aujourd'hui.

Avant d'entrer dans le vif du sujet, permettez-moi, Monsieur le Président, une brève digression. Bien d'autres avant moi ont souligné à quel point la résolution 1272 (1999) a innové par l'ambition et l'ampleur du mandat assigné à l'ATNUTO. Encore que la chose mérite en effet d'être signalée, les mots ne témoignent que bien faiblement des défis que nous avons à relever chaque jour au Timor oriental, et dont je me dois de reconnaître que nous sommes à bien des égards fort mal équipés pour y faire face. À dire vrai, l'ONU a presque tout à apprendre, maintenant qu'il lui faut édifier et gérer un pays, tâche dont elle n'a encore jamais eu à s'acquitter. L'expérience que nous acquérons à l'ATNUTO montre qu'il faudra réviser aussi bien nos conceptions que nos mécanismes administratifs si nous

voulons que l'Organisation soit à même de mener une opération de ce type et de cette ampleur à l'avenir.

Pour résumer, l'ATNUTO est chargée d'une opération de gouvernance sans précédent dans l'histoire des Nations Unies, les missions qui l'ont précédée n'ayant eu qu'à partager cette responsabilité ou à l'exercer en partie. Elle part en l'occurrence de zéro, et l'on attend à juste titre d'elle que les progrès réalisés soient rapides et appréciables. Ce mandat d'un type nouveau contraint l'ONU à faire face à des pressions qui lui étaient jusqu'à présent inconnues sur le terrain : aux impératifs de la rapidité s'opposent les exigences de la consultation; à ceux d'une saine gestion financière, celles des démonstrations contre la hausse du prix de l'essence ou le chômage; à ceux du recrutement de locaux, la réalité que constitue une pénurie à peu près complète de candidats qualifiés; aux accusations suivant lesquelles les aises du personnel de l'ONU sont excessives, le fait que les malades sont plus nombreux à l'ATNUTO que dans n'importe laquelle des autres missions des Nations Unies. Nous commençons à nous faire aux réalités de la gouvernance, mais je dois avouer qu'il nous a fallu du temps pour y parvenir.

Fait plus marquant encore, permettez-moi d'être franc, l'ampleur du mandat de l'ATNUTO a révélé dans nos règles et procédures administratives des faiblesses qui amoindrissent considérablement notre aptitude à répondre avec souplesse aux besoins des Timorais dans le cadre de la résolution 1272 (1999). Quelque chose ne va manifestement pas si l'ATNUTO peut coûter 692 millions de dollars alors que le budget du Timor oriental – le montant intégral de ce budget – doit être ramené à un peu plus de 59 millions de dollars. Faut-il en conséquence s'étonner qu'il y ait tant de critiques des extravagances de l'ONU alors que les Timorais continuent de souffrir? Les critiques continueront de trouver à redire tant que nos règles administratives empêcheront les ingénieurs de l'ONU de s'occuper de bâtiments publics à l'usage non pas des fonctionnaires des Nations Unies, mais bien plutôt des responsables timorais. Quelque chose ne va certainement pas dans un budget où ne sont prévus ni services de contrôle frontalier et de douane, ni exploitation de l'aéroport, ni prisons, ni tribunaux. Et nous avons du mal à admettre que le budget ne puisse servir à acheter une vedette ou deux afin de lutter contre la contrebande, alors même qu'il nous est demandé d'augmenter nos recettes.

Plutôt que d'exprimer des doléances, Monsieur le Président, mon propos est aujourd'hui d'appeler votre attention sur les problèmes réels auxquels nous devons quotidiennement faire face sur le terrain. Qu'il me soit permis aussi de demander avec insistance que l'autorisation nous soit donnée d'user du budget ordinaire de façon aussi souple et pragmatique que possible. Les tâches que la résolution 1272 (1999) assigne à l'ATNUTO ne sont pas impossibles à accomplir – il s'en faut de beaucoup, mais nous ne pourrons nous en acquitter avec efficacité qu'à condition d'adapter nos procédures administratives de façon à disposer des moyens nécessaires.

Entrons maintenant dans le vif du sujet. Ces dernières semaines, l'ATNUTO s'est efforcée de faire le point et de déterminer à quels critères minimaux il faudrait satisfaire pour que le passage à l'indépendance puisse réussir. Il ne s'agit pas ici d'établir une liste exhaustive, mais bien plutôt de signaler les objectifs essentiels à atteindre avant l'indépendance, à savoir assurer la sécurité au cours de la période de transition et faciliter la mise en place du dispositif voulu pour la maintenir après l'indépendance; remédier à la misère des réfugiés au Timor occidental et aider à leur rapatriement librement consenti, en bon ordre; mettre en place un système judiciaire crédible, respectueux des droits fondamentaux de l'homme et propre à assurer comme il convient le maintien de l'ordre; assurer une reconstruction suffisante pour que les services publics puissent fonctionner; mettre en place une administration placée sous la direction de Timorais, qui soit financièrement viable; assurer la transition politique conduisant à l'indépendance du Timor oriental par l'adoption d'une constitution et des élections pleinement démocratiques.

Les quatre premiers points, au sujet desquels je vous donnerai rapidement quelques indications, constituent des préalables aux deux derniers.

Pour ce qui est de la sécurité, il est remarquable que si peu de temps après les violences de l'an dernier, le Timor oriental soit maintenant un pays en paix; la situation sur le plan de la sécurité intérieure est normale. Bien que les conditions de sécurité dans leur ensemble s'améliorent, des incidents graves continuent de se produire ici et là, au nombre desquels figure une attaque à la grenade lancée contre un poste-frontière à la fin du mois de mai, qui a fait un blessé parmi les soldats australiens. J'ai le regret également de vous informer qu'en début de matinée le 21 juin, six grenades ont été lancées contre des quartiers abritant sept soldats australiens; des tirs d'armes légères ont suivi. Par bonheur,

personne n'a été blessé. Je vous signale donc que tous ces incidents ont eu lieu le long de la frontière.

De bonnes relations se sont établies néanmoins entre nos forces et les forces armées indonésiennes, notamment suite à la signature d'un mémorandum d'entente le 11 avril entre le commandant de notre force militaire et le général Syahnakri. Des pourparlers visant à améliorer cette coopération dans le cadre des enquêtes sur les incidents frontaliers ainsi qu'à mettre un terme aux infiltrations sont en cours.

Prenant en considération la situation de sécurité sur le terrain et la capacité de notre police civile de mettre en application la loi et l'ordre, la réduction de la force militaire a déjà commencé et des propositions pour réduire davantage ont déjà été soumises au Secrétaire général. Néanmoins, ces propositions concernent seulement l'infanterie dans le secteur Est. Parallèlement, nous avons aussi identifié un besoin de spécialistes et de logisticiens. Un ensemble de propositions sur ce sujet vous sera présenté dans le rapport que le Secrétaire général vous présentera au mois de juillet. Entre-temps, nous continuons de revoir la composition de notre composante militaire et des propositions additionnelles en accord avec les conditions sur le terrain, seront présentées à intervalles réguliers. II devrait en outre être possible de consacrer les économies, qui en résulteraient pour le budget de l'ONU, à des projets concrets qui auraient des effets bénéfiques tangibles pour le Timor oriental, par exemple la fourniture de patrouilleurs pour lutter contre la contrebande ou la réfection de routes pour remédier à certains des dégâts causés par une circulation intense de véhicules militaires lourds.

Pour ce qui est des besoins futurs en matière de défense, nous attendons l'arrivée d'une équipe d'évaluation du King's College de Londres, à qui j'ai d'ailleurs rendu visite la semaine dernière. Nous espérons que leur visite nous aidera à définir les meilleurs moyens de mettre en place un arrangement de sécurité efficace après la transition; et pour ce faire, nous devons commencer les préparatifs maintenant. Si les Forces armées de libération nationale du Timor oriental restent remarquablement disciplinées, elles montrent indéniablement des signes croissants d'agitation et d'impatience, dus sans aucun doute à l'oisiveté et à l'incertitude qui pèsent sur leur avenir. Nous examinons quelles mesures provisoires nous pourrions prendre pour améliorer leur situation à court terme.

Sur le front diplomatique, de remarquables progrès d'ensemble ont été faits en vue de résoudre les questions en suspens avec l'Indonésie: Jakarta à ouvert une mission diplomatique à Dili; le Président Wahid a fait une visite extrêmement fructueuse au Timor oriental le 29 février dernier; Xanana Gusmão et moi-même nous sommes rendus en Indonésie à plusieurs reprises; et j'ai signé un communiqué portant sur des questions très diverses, conjointement avec le Ministre des affaires étrangères, M. Shihab, le 29 février, également à Dili.

II reste toutefois beaucoup à faire, en particulier pour donner suite aux dispositions clefs de ce communiqué. À cette fin, je me suis rendu à Jakarta, à la fin du mois dernier, pour m'entretenir avec le Président Wahid et M. Shihab. En particulier, je les ai encouragés à aller de l'avant pour créer un corridor de transit entre l'enclave d'Oecussi et le reste du Timor oriental et à chercher les moyens de permettre aux Timorais qui faisaient partie de la fonction publique indonésienne de toucher leur pension de retraite, ainsi qu'à donner aux étudiants timorais un régime favorable dans les universités indonésiennes.

En ce qui concerne le problème des réfugiés, il est important de résoudre la question des pensions de retraite pour encourager le retour des réfugiés restants. Pour ce qui est de cette question, nous continuons à encourager des contacts accrus entre le Timor oriental et le Timor occidental. Récemment, le Gouverneur du Timor occidental s'est rendu à Dili et l'évêque de Baucau est allé ce mois-ci au Timor occidental.

En outre, nous avons récemment reçu la visite d'un ancien haut responsable des milices pour qu'il puisse se faire une idée par lui-même de la situation au Timor oriental et mon chef de cabinet vient de se rendre, la semaine dernière, au Timor occidental pour s'entretenir avec le Gouverneur, le commandant militaire et d'autres responsables indonésiens de cette province à la suite de la visite fructueuse du Gouverneur à Dili.

J'espère que ces contacts qui se renforcent régulièrement viendront à bout des obstacles et convaincront les réfugiés, et les dirigeants intégrationnistes restants à l'Ouest, que leur avenir se trouve au Timor oriental. La violence dont ont encore été l'objet des fonctionnaires du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés il y a 10 jours à peine dans un camp de réfugiés à Kupang, la capitale du Timor oc-

cidental, est intolérable, et nous avons une fois de plus fait appel aux autorités indonésiennes pour que les éléments extrémistes, qui continuent à sévir dans ce camp, soient neutralisés une fois pour toutes.

À mon retour à Dili, j'ai l'intention d'examiner, avec le Président du Conseil national de la résistance timoraise, M. Xanana Gusmão, et le Conseil consultatif national la question des réfugiés sous tous ses aspects – politique, sécuritaire et humanitaire – en vue de la repenser et de trouver la meilleure façon de régler au plus vite ce problème. La communauté internationale devra – et je l'ai dit à Luxembourg à l'occasion de la dernière réunion du Conseil des affaires générales de l'Union européenne – aider l'Indonésie à réinstaller convenablement les réfugiés qui souhaitent rester en Indonésie.

(*L'orateur parle en anglais*)

La question humanitaire est sans doute le domaine dans lequel on a enregistré le plus de progrès. Après la phase d'urgence de son travail, le volet humanitaire de l'ATNUTO fusionnera avec le volet gouvernance à la fin de l'année.

S'agissant de la justice, les auditions devant les tribunaux ont débuté alors même que les tribunaux sont en construction. Le recrutement et la formation des juges, des procureurs et des défenseurs continuent et l'Académie de police poursuit la formation de la force de police est-timoraise. En avril, avec le Procureur général Marzuki Darusman, j'ai signé un Mémorandum d'accord sur la coopération en matière juridique, judiciaire et des droits de l'homme. Il s'agit d'un document ambitieux qui permettra au Timor oriental et à l'Indonésie d'avancer dans la recherche d'un redressement juridique pour les crimes commis dans le passé. En juillet, nous attendons une visite du bureau du Procureur général à cette fin. Enfin, des efforts sont en cours pour mettre sur pied une Commission nationale de réconciliation afin de guérir les blessures du passé.

L'ordre public reste relativement calme, et je suis cependant préoccupé par les attaques perpétrées contre les minorités minoritaires, notamment les musulmans, les Chinois de souche et les protestants. Le fait de prendre ces communautés pour cible semble moins religieux ou racial que politique et économique et se fonde surtout sur des perceptions selon lesquelles ces minorités étaient trop proches des autorités indonésiennes. Une femme chinoise à laquelle mes collègues ont parlé a été accusée d'appuyer les services d'espionnage militaire indonésiens. Elle nous a dit que de nombreux chinois étaient pris entre les deux sous le régime indonésien, et devaient fréquemment verser des contributions aux deux parties. Le dilemme de cette femme n'a rien de spécial mais est plutôt le résultat de la période trouble qu'a récemment connue le Timor oriental. Cela nous apprend comment panser les blessures du passé. L'ATNUTO travaille avec les communautés locales – M. Jean Cady a rencontré toutes les composantes de l'ATNUTO – pour assurer la protection des minorités et doit rencontrer sous peu les dirigeants politiques et religieux du Timor oriental pour veiller à ce qu'un message de tolérance, souvent exprimé en public, devienne un plus que de la rhétorique.

La reconstruction est le domaine qui nous exaspère le plus. Le processus a commencé, mais je suis frustré tout comme les Timorais face à la lenteur des travaux. Il faudra faire encore beaucoup – beaucoup plus – pour ce qui est des chantiers de reconstruction. J'ai effectué une visite à Saui suite aux graves inondations qui s'y sont produites au mois de mai. Ce que j'ai vu était vraiment déprimant. Le district est maintenant coupé de Dili par voie terrestre et elle pourrait le rester pour au moins six mois encore. La population, qui est déjà traumatisée par la violence de septembre dernier, dont elle a été la principale victime, est maintenant confrontée à une dure réalité, parce que même les habitations provisoires et leurs biens restants ont été détruits, emportés par les eaux.

Nous devons accélérer les travaux de reconstruction et nous sommes évidemment tributaires de la générosité de la communauté internationale dans ce domaine, mais il faudra également mettre sur pied des capacités est-timoraises capables de faire face au problème. Ce n'est pas à cause d'une absence de générosité des donateurs mais plutôt à cause d'un rythme lent des dépenses au Fonds d'affectation spéciale de la Banque mondiale et de notre part. Je pense qu'on a pu redresser la barre.

La conférence des donateurs de Lisbonne de la semaine dernière nous a donné un coup de fouet, surtout après le vote de confiance que nous avons reçu pour le budget consolidé du Timor oriental. Une fois de plus, je remercie tous ceux qui y ont participé d'avoir réaffirmé leur appui aux besoins actuels du Timor oriental. Nous publierons des rapports trimestriels d'exécution de ce budget à l'intention de tous ces donateurs. Nous envisageons également, avec la participation du Timor oriental, de mettre sur pied un proces-

sus d'examen du budget dans les communautés, qui établira le plan et l'ordre des priorités et approuvera les projets de développement de toutes les sources.

Je voudrais maintenant parler de la mise en place de l'administration est-timoraise. Dans pratiquement tous les domaines il y a une grave pénurie de ressources humaines qualifiées. Pour régler ce problème, le renforcement des capacités au Timor oriental a été centré sur deux domaines. Premièrement, la formation générale exige un système d'éducation fonctionnel qui, bien qu'encore embryonnaire, est en voie d'être rapidement reconstruit. Nous espérons reprendre le calendrier scolaire normal en octobre prochain. De plus, un financement bilatéral est recherché pour le centre de développement des ressources humaines qui offrirait une formation à un large éventail de compétences. L'ATNUTO a également mis l'accent sur la formation des fonctionnaires. C'est une tâche particulièrement ardue puisque auparavant, tous les postes de cadres dans l'administration étaient détenus par des Indonésiens. L'école de la fonction publique a commencé à offrir une formation linguistique et offrira bientôt un éventail de cours, et le Programme des Nations Unies pour le développement a présenté aux donateurs à Lisbonne un programme ambitieux, que nous endossons pleinement, visant à offrir une formation à ceux qui occuperont des postes de gestionnaires dans la nouvelle administration.

Enfin, il convient de souligner qu'une formation en cours d'emploi est souvent fournie au sein de la mission. Les membres du personnel de l'ATNUTO travaillent côte-à-côte avec des fonctionnaires est-timorais dans tous les domaines – du personnel chargé de la gestion des ressources humaines aux travailleurs du secteur de l'eau, des spécialistes de la santé au bureau des états de paie – et la représentation des Timorais de l'Est dans l'Administration doit augmenter considérablement par le biais d'une campagne de recrutement dynamique qui commencera au cours des prochaines semaines. La formation porte fruit au moment où l'indépendance approche.

Permettez-moi de conclure en faisant référence à la transition politique. Une transition politique efficace comprend deux éléments. Premièrement, un processus constitutionnel qui doit mener à des élections démocratiques. Deuxièmement, le développement d'une culture dans laquelle la direction politique prend des décisions transparentes dont elle est prête à assumer la responsabilité.

Les règles de base du processus constitutionnel et des élections sont simples : le dernier mot appartient dans les deux cas aux Timorais de l'Est; les droits de l'homme doivent être adéquatement protégés; et le système choisi doit être démocratique. Après avoir discuté avec Xanana Gusmão et d'autres dirigeants politiques timorais de l'Est, je crois pouvoir avancer que des élections – peut-être même l'indépendance – auront lieu l'an prochain, entre le 30 août et le début de décembre 2001. La décision ultime dépendra sans doute beaucoup de la rapidité avec laquelle nous atteindrons les repères clefs auxquels je viens de faire référence, et que le Secrétaire général nous a demandé d'élaborer lorsqu'il est venu à Dili en février dernier. Selon toute vraisemblance, les élections seront destinées à former une assemblée constituante. Auparavant, la coalition politique connue sous le nom de Conseil national de la résistance timoraise (CNRT) est susceptible de recommander, à la suite du congrès qu'elle tiendra en août prochain, l'établissement d'une commission constitutionnelle à large base qui entreprendra, en collaboration avec l'ATNUTO, un vaste processus de consultation avec les Timorais de l'Est sur l'élaboration d'une constitution.

Graduellement, nous-mêmes et les Timorais de l'Est nous sommes rendu compte que, pendant la transition, l'ATNUTO doit faire beaucoup plus que d'assister simplement à l'élaboration d'institutions et au recrutement et à la formation d'administrateurs. Le renforcement des capacités ne devrait pas se limiter au domaine technique, mais devrait également englober la direction politique. En bref, nous pensons depuis quelques semaines – et c'est le sujet de vastes discussions – que les Timorais de l'Est devraient non seulement occuper les postes de l'administration et du Gouvernement mais également en assumer la responsabilité politique.

À la fin de mai, dans d'anciennes casernes militaires à l'extérieur de Dili, une conférence d'une semaine s'est tenue sur la reconstruction et le développement du Timor oriental. Lors de cette conférence, j'ai présenté deux options sur la façon dont l'ATNUTO pourrait procéder : l'option technocratique et l'option politique. La première option était essentiellement un prolongement de la stratégie actuelle, qui consiste à faire en sorte que les Timorais de l'Est prennent possession de l'administration à tous les niveaux, afin qu'une fonction publique entièrement nationale soit en place au moment de l'indépendance, lorsqu'un gouver-

nement est-timorais élu prendra le pouvoir. L'option politique poursuivrait le processus de prise de possession de la fonction publique, mais partagerait les responsabilités gouvernementales avec les Timorais de l'Est. En d'autres termes, j'ai proposé un genre de gouvernement de coalition, dans lequel de nombreux ministères seraient dirigés par des personnalités politiques du Timor oriental qui devraient également, pour la toute première fois, assumer la responsabilité politique de leurs décisions. J'ai souligné qu'il y avait des arguments pour et contre cette option, car les dirigeants est-timorais devraient, à partir de ce moment-là, se joindre à l'ATNUTO au sein d'une sorte de coalition « souffre-douleur » et encaisser les attaques lancées par ceux qui nous critiquent pour les décisions que nous prenons.

La direction du CNRT a accepté ce concept – en fait, il l'a accueilli avec enthousiasme – selon lequel les ministères seraient partagés également entre l'ATNUTO et les Timorais de l'Est. En conséquence, l'administration interne, l'infrastructure, les affaires économiques et les affaires sociales seraient gérées par des Timorais de l'Est nommés, en tenant compte du rôle dominant du CNRT, tandis que les finances, la justice, la sécurité et les affaires politiques, constitutionnelles et électorales continueraient d'être gérées par l'ATNUTO. De plus, un nouveau conseil législatif national sera constitué pour remplacer l'institution hybride (quasi-cabinet/assemblée législative) qu'était le Conseil consultatif national. Il sera élargi afin d'être plus représentatif et sera composé uniquement de Timorais de l'Est. Il y aura 33 membres : un représentant de chacun des districts, sept venant des partis au sein du CNRT, trois venant d'autres partis politiques, et un représentant des jeunes et des étudiants, des organisations non gouvernementales locales, de l'Église catholique, de l'Église protestante, de la communauté musulmane, des professions libérales, des agriculteurs, du monde du travail et des milieux d'affaires.

Rien dans cette proposition n'altérera les principes fondamentaux de la résolution 1272 (1999), notamment que l'ATNUTO est chargée de la responsabilité générale de l'administration du Timor oriental. En fait, cette proposition fera progresser l'une des tâches prioritaires énoncées dans la résolution 1272 (1999) : appuyer le renforcement des capacités en vue de l'autonomie. La structure a été acceptée – un organigramme vous a été distribué, Monsieur le Président – et nous espérons la concrétiser dès le mois prochain, en juillet. Cette structure offrira aux Timorais de l'Est la possibilité de bénéficier d'une période de co-gouvernance avec l'ATNUTO, tout comme la fonction publique bénéficie actuellement de la présence du personnel d'organisations internationales Ainsi, la transition vers l'indépendance sera moins soudaine et le concept de la responsabilité gouvernementale pourra s'affirmer au Timor oriental.

Pour terminer, je voudrais inviter tous les membres du Conseil à venir nous visiter au Timor oriental et à voir de leurs propres yeux la nature unique de la tâche que le Conseil nous a confiée. Nous pourrions bénéficier de leur expérience et de leurs conseils, et ils auraient la possibilité de se rendre compte de la complexité de notre travail. Je peux assurer aux membres du Conseil qu'une telle visite serait très stimulante pour nous. Les membres pourraient voir aussi bien ce qui est exaltant que ce qui est vraiment déprimant. Toutefois, par-dessus tout, ils verraient de près l'enthousiasme que mettent les Timorais de l'Est à déterminer leur propre avenir, et ils verraient comment l'ONU les aide à réaliser leur objectif; peut-être pas parfaitement, loin de là, mais d'une manière engagée et pragmatique.

Le Président : Je remercie très vivement M. Sergio Vieira de Mello de son exposé; un exposé brillant, dense, lucide sur la situation actuelle, mais aussi sur les progrès enregistrés; un exposé riche de propositions concrètes. M. Vieira de Mello nous a tracé des perspectives à la fois réalistes et ambitieuses.

M. Holbrooke (États-Unis d'Amérique) *(parle en anglais)* : Je vous remercie, Monsieur le Président, de me permettre d'ouvrir cette importante discussion. C'est la première fois en quatre mois que Sergio Vieira de Mello nous fait l'honneur de sa présence. Comme vous venez de le dire, Monsieur le Président – je fais écho à vos paroles – il nous a encore une fois fait un exposé informatif et encourageant. Le mois de juin a été extraordinairement occupé pour le Conseil de sécurité. C'est la dernière fois que je participerai à une séance ce mois-ci, car je pars pour Londres et Genève ce soir. Je tiens donc à vous remercier, Monsieur le Président, de votre direction extraordinaire pendant un mois qui a été aussi chargé que le mois pendant lequel la Chine assumait la présidence en ce qui a trait au nombre de crises auxquelles nous avons dû faire face; vous avez su nous diriger aussi habilement que le représentant de la Chine durant cette période difficile.

Je tiens à remercier le Représentant spécial de sa déclaration ainsi que du leadership dont il a fait preuve à la conférence de Lisbonne tenue la semaine dernière. Votre action, Sergio, témoigne des capacités et de la compétence de l'ONU à son meilleur. Je viens de lire un article, publié dans la revue trimestrielle *Foreign Affairs*, où l'auteur disait que l'ONU avait dépêché au Timor oriental les champions poids lourd des technocrates internationaux. Je ne suis pas certain que le terme « technocrate » ait toujours une connotation positive, mais je crois que vos collègues oeuvrant au Kosovo, en Bosnie et ailleurs ainsi que vous-même appartenez à une telle équipe de champions, bien que vous n'aimiez peut-être pas être comparé à Mohamed Ali : vous êtes moins volubile que lui, par exemple… Je crois que votre travail est plus difficile que tout ce qu'on peut imaginer et que vous vous en acquittez fort bien. Je dois aussi confesser avec grand dépit que vous vous vêtissez toujours avec plus d'élégance que moi.

Dix mois se sont écoulés depuis notre séance publique historique lors de laquelle le Conseil avait déploré la violence qui faisait rage à Dili. D'une part, je suis frappé, après les déclarations de ce matin, par l'ampleur des progrès accomplis, notamment depuis que la priorité est passée de la satisfaction des besoins urgents à la mise au point de mécanismes consultatifs d'interaction avec le peuple du Timor oriental. Voilà précisément ce que doit faire l'ONU. Compte tenu des énormes difficultés que nous rencontrons dans d'autres régions du monde, je crois que nous devons dire à ce sujet, comme dans le cas, à une époque antérieure, du Cambodge, du Mozambique et de la Namibie, que l'ONU fait son travail. Si ce travail peut être onéreux, le monde doit comprendre qu'il en vaut la peine. D'autre part, je suis profondément troublé par la situation des réfugiés, dont je traiterai plus en détail d'ici peu.

Je tiens maintenant à aborder deux questions d'ordre opérationnel absolument vitales. En dépit des événements scandaleux qui se produisent dans les camps – j'y reviendrai sous peu – je veux signaler que le gouvernement de mon pays est heureux d'entendre M. Vieira de Mello indiquer que la situation générale en matière de sécurité se stabilise et que l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental peut qualifier la situation de moins dangereuse. Nous appuyons vigoureusement les efforts déployés par le Département des opérations de maintien de la paix en vue de réduire le volume des troupes chargées du maintien de la paix au sein de l'Administration. Il est très important que de tels projets soient codifiés, précisés et rendus public rapidement.

Je souhaite que M. Vieira de Mello puisse, en réponse à nos questions, nous informer du moment prévu pour les premières véritables réductions de troupes et de la teneur de ses prévisions et de ses recommandations. À mon avis, il est préférable qu'il le fasse de la façon la plus rapide et la plus visible qui soit. Je tiens à dire que le gouvernement de mon pays espère qu'il réduira le volume des troupes dès que possible et que, compte tenu de la question très légitime d'une reprise de la violence de la part des milices, l'ONU se donnera la capacité d'envoyer des renforts à brève échéance si une crise devait éclater. Il dispose actuellement de la présence de 10 000 personnes au Timor oriental. Si ce nombre est tout à fait approprié maintenant, il est tout aussi indispensable, en raison de la très forte demande à cet égard – tous ceux qui sont présents ici savent que nous sommes sur le point de recevoir une nouvelle demande en ce sens de la part de l'Éthiopie et de l'Érythrée, sans parler du Sud-Liban, du Kosovo, de la Sierra Leone et de la République démocratique du Congo – que nous fassions des prévisions à long terme pour une réduction des troupes. J'espère qu'il pourra nous informer de ses intentions à ce sujet.

Nous nous félicitons de ce que le Représentant spécial attribue à la police civile une part croissante des responsabilités qui relevaient des troupes chargées du maintien de la paix, puis à la police du Timor oriental nouvellement formée et – à une date ultérieure, je présume – à des forces de défense du Timor oriental. Ces transferts successifs de responsabilités rendraient possible une réduction plus rapide et plus ample du volume des troupes sur place.

Passons maintenant à la question d'une date de déclaration d'indépendance. Le mois dernier, Jose Ramos-Horta nous a rendu visite et nous avons pu l'entendre parler de ce que les Timorais pensaient du rythme caractérisant la reconstruction et la transition. De nombreuses autres personnes ont entendu les Timorais s'exprimer directement lors de l'importante conférence des donateurs tenue à Lisbonne la semaine dernière.

Nous venons d'entendre M. Sergio Vieira de Mello évoquer un calendrier possible en vue de

l'indépendance, qui s'étalerait du 31 août au mois de décembre 2001. Une telle période a été proposée par M. Gusmão et M. Ramos-Horta, à Lisbonne. Je tiens à exprimer dans les termes les plus vigoureux possibles l'accord du gouvernement de mon pays au sujet du calendrier proposé, dans la mesure où l'ONU estime qu'il est adéquat. Il s'agirait d'un événement historique et d'une réalisation remarquable de la part de l'ONU et de la communauté mondiale. Il m'apparaît très important que la date soit fixée de manière publique, claire et rapide pour les raisons suivantes : le peuple du Timor oriental pourra s'y préparer, toute remise en question provenant du Timor occidental pourra être traitée promptement et adéquatement par le Gouvernement indonésien – nous ne sommes d'ailleurs pas très satisfaits à ce sujet – et chacun pourra accomplir le travail nécessaire à cette fin.

Je tiens toutefois à réaffirmer – et je sais que Sergio est d'accord avec moi – que la date de l'indépendance ne coïncidera pas avec le jour où l'ONU quittera les lieux. Il s'agira plutôt de la journée où l'ONU poursuivra la transition tout en apportant son aide au peuple timorais d'une façon différente. Le monde ne doit pas anticiper une date à laquelle l'ONU abandonnera simplement les lieux, car cela serait complètement défavorable à la stabilité dans l'ensemble du Pacifique Sud et dans la région de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE).

L'ONU ne doit cependant pas non plus prolonger indûment son rôle à titre de puissance administrative. Elle devrait se transformer en puissance consultative, comme elle l'a fait dans des endroits tels que la Bosnie, de façon pleinement appropriée. Les États-Unis devraient exprimer leur appui en ce sens et j'espère qu'ils le feront. Je ne peux ici exprimer qu'un espoir, car il s'agit d'une décision qui sera prise par le gouvernement d'un nouveau président. S'il est vrai que je ne peux engager un nouveau gouvernement, je peux certainement parler au nom du gouvernement actuel dans les termes les plus vigoureux possibles.

Je vais maintenant aborder la question des réfugiés. J'ai évoqué cette question à maintes reprises devant le Conseil depuis mon retour du Timor oriental, en décembre dernier. J'ai décrit le climat de peur qui y régnait et exprimé le sentiment d'indignation profonde qui anime le gouvernement de mon pays. En février dernier, lors du dernier passage de Sergio ici même, tous les membres du Conseil ont affirmé que nous devions mettre un terme aux incursions militaires au delà des frontières. Nous étions tous convenus qu'une réconciliation pleine et durable n'était pas possible avant la cessation de ces incursions. Pourtant – et je le dis avec tristesse et colère en même temps – le climat de peur est toujours aussi vif dans les camps.

La semaine dernière encore est survenu un des plus graves événements des neuf derniers mois. Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a dû cesser temporairement ses activités dans le camp de Noelbaki après que 70 miliciens eurent attaqué le courageux personnel du HCR présent dans ce camp. Une telle attaque est injustifiable. Bien que nous appuyions pleinement le Gouvernement de Jakarta, nous devons de nouveau nous demander si celui-ci exerce un contrôle réel sur les officiers du Timor occidental, qui sont certainement capables de prévenir de tels actes.

En ce qui concerne le retour des Timorais orientaux, nous avons vu se succéder divers plans proposés par Jakarta. Nous appuyons le dernier plan, qui prévoit le retour des miliciens, des anciens membres est-timorais des forces armées indonésiennes et des anciens fonctionnaires est-timorais en poste à l'extérieur de l'île de Timor, à titre de participants au programme de transmigration. Mais ce plan doit aller de l'avant. L'approbation de ce plan signifiée par Jakarta semble indiquer que le Gouvernement indonésien prend la communauté internationale au sérieux et, surtout, qu'il souhaite instaurer la stabilité au Timor occidental. Il s'agit là d'un facteur essentiel pour que le projet dont nous avons débattu aujourd'hui soit couronné de succès.

Si nous jugeons encourageantes les décisions prises en matière de retour, nous sommes en même temps profondément préoccupés par le fait que des miliciens poursuivent leurs activités le long des frontières du Timor oriental et au-delà. Les forces armées et le Gouvernement indonésiens n'ont toujours pas procédé au désarmement et au démantèlement de ces milices. En outre, certains miliciens sont maintenant équipés d'armes perfectionnées – grenades et armes automatiques – qu'ils ne possédaient pas auparavant. Ainsi, il y a quelques jours à peine, soit le 21 juin, ils s'en sont servi contre un poste de l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental situé dans le district de Bobonaro. Cette attaque est survenue après un accroissement d'actions de milices à travers la frontière, signalées durant les deux dernières semaines,

dont un incident où fut blessé un agent de maintien de la paix des Nations Unies sur un pont frontalier.

Nous sommes fermement convaincus que les forces des Nations Unies doivent recourir à la force de manière préemptive pour montrer aux milices que cela ne peut être toléré. Nous ne pensons pas qu'une réduction des forces soit incompatible avec le rétablissement de l'ordre, car les forces qui peuvent être retirées se trouvent loin à l'Est, dans la partie orientale du Timor oriental, où la situation est calme. Les secteurs où existent des difficultés sont limités et les responsables de ces difficultés sont bien connus des autorités locales. Je me sens très déçu sur ce point car je sais que tous au Conseil sont d'accord à ce sujet et ne comprennent pas très bien pourquoi le Gouvernement indonésien, qui s'efforce de faire face à tant de problèmes, n'a pu maîtriser celui-ci. Mais nous avons besoin de le faire d'urgence.

M. Fowler (Canada) : Le Canada souhaite exprimer sa gratitude au Représentant spécial M. Vieira de Mello pour ses efforts. J'ai grand plaisir à le voir à nouveau à cette table. M. Vieira de Mello mérite des éloges pour avoir associé de très près les Timorais au travail de l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental, et pour s'être efforcé de développer une capacité locale en matière de sécurité et d'administration, notamment par la création du Conseil consultatif national. À cet égard, nous nous félicitons de ce que le Timor oriental sera bientôt administré par un gouvernement composé de l'Administration transitoire et du Conseil national de la résistance timoraise (CNRT), pendant la période transitoire vers l'indépendance totale du territoire.

(*Poursuit en anglais*)

Le Canada partage la préoccupation de nombreuses personnes dans cette salle du fait que le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) s'est senti obligé de suspendre ses activités dans trois des plus grands camps de réfugiés au Timor occidental en raison de l'intensification de la violence et des intimidations. Des agressions telles que celles perpétrées contre le personnel du HCR, la semaine dernière, sont, comme l'ont dit M. Vieira de Mello et l'Ambassadeur Holbrooke, absolument inacceptables. Nous sommes d'accord pour dire que les chefs de milices ne doivent pas empêcher le rapatriement des réfugiés.

À cet égard, j'aimerais demander à M. Vieira de Mello quels progrès ont été faits pour séparer les éléments des milices, par rapport à la population générale de ces camps, et plus précisément quelles garanties de sécurité supplémentaires on pourrait attendre pour réduire le niveau de violence dans les camps et le long de la frontière.

Comme je l'ai souligné maintes fois ici et dans la salle voisine, le Canada pense qu'il est essentiel que le Conseil reçoive des avis de la part des experts militaires avant de prendre des décisions importantes sur des questions de sécurité qui influent sur les opérations extérieures. Je voudrais donc approuver la demande faite le mois dernier par l'Ambassadeur van Walsum en vue d'un exposé, éventuellement par le commandant de la force, avant toute décision sur la réduction des effectifs militaires de l'ATNUTO.

Je voudrais remercier vivement l'Ambassadeur Greenstock d'avoir accepté que je parle avant lui pour me permettre de prendre un avion à 13 heures. Monsieur le Président, je suis obligé de parler et de partir tout de suite, mais je puis vous assurer que ma délégation suivra de très près ce débat sur les points que j'ai soulevés ce matin. Je vous remercie de votre compréhension pour me permettre de changer de place dans l'ordre des orateurs.

Sir Jeremy Greenstock (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : J'ai été heureux de répondre à la demande de l'Ambassadeur canadien et nous le remercions d'avoir parlé avant de prendre si rapidement congé.

Je voudrais également remercier le Représentant spécial de sa présence parmi nous. Nous sommes tous heureux de le voir à New York et il vient de faire un exposé très détaillé et dense. J'exprime la vive gratitude de mon pays pour ses efforts et ceux de son équipe car en dépit des difficultés – et il a parlé de l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental ATNUTO comme d'un souffre-douleur –, celle-ci répond admirablement au défi que représente la mise en place d'une administration à tous les niveaux. Ils méritent tout l'appui possible de la part de la communauté internationale.

Lorsque nous avons débattu du Timor oriental en mars dernier, j'avais évoqué les rapports continuels faisant état d'activités de milices comme étant plus graves que les problèmes d'une criminalité croissante. Il reste que ces indications d'incidents du fait de milices au Timor oriental et occidental continuent de nous

préoccuper. Il est clair que les contingents de l'ATNUTO restent très exposés en dépit des améliorations enregistrées. Le Royaume-Uni exhorte le Gouvernement indonésien à maîtriser la situation. Ce message doit venir du Conseil entier et toute réduction de l'ATNUTO doit tenir compte de ce risque croissant.

De même, nous sommes préoccupés par la situation des réfugiés, et je souscris pleinement aux propos des Ambassadeurs des États-Unis et du Canada. Notre plein appui au Gouvernement indonésien doit s'accompagner de mesures supplémentaires pour permettre aux réfugiés souhaitant retourner au Timor oriental de le faire sans délai. Il faut prendre les mesures voulues pour assurer des retraites aux anciens fonctionnaires souhaitant revenir et enrayer l'influence sournoise des extrémistes favorables à l'intégration dans les camps de réfugiés.

Je mentionne d'abord ces deux points – les milices et les réfugiés – car ils échappent au contrôle de l'ONU, et nous devons donc envoyer un message clair et collectif sur les deux questions.

Je vais à présent traiter des aspects qui relèvent davantage des capacités de l'ONU et qui requièrent l'attention. La conférence des donateurs sur le Timor oriental, tenue la semaine dernière à Lisbonne, a été un important jalon dans les efforts de la communauté internationale au Timor oriental. Elle a approuvé les programmes de travail du Fonds d'affectation spéciale de la Banque mondiale et de l'ATNUTO pour 2000-2001. Elle a mis au point des mesures spécifiques pour l'exécution de programmes sectoriels, le recrutement de personnel à l'ATNUTO et le processus politique au cours des six prochains mois.

Lorsque nous avons discuté du Timor oriental, en mars denier, j'avais évoqué le rythme lent des décaissements du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies. Beaucoup a été fait depuis que la Conférence de Tokyo, il y a six mois, a convenu que des procédures simples, souples et efficaces étaient nécessaires pour maximiser l'impact de l'appui international au Timor oriental. Mais il semble que nous n'ayons pas encore atteint le décaissement direct et simple que nous recherchons. Les efforts de l'ATNUTO destinés à simplifier les procédures bureaucratiques sont encourageants, mais il y a encore des problèmes et des blocages. Tous les donateurs doivent agir pour créer des activités de développement cohérentes et globales au lieu d'une multitude de projets bilatéraux sans lien entre eux. Il serait très utile que l'ATNUTO et la Banque mondiale mettent au point des indicateurs de performance clairs et mesurables pour les mois à venir et fournissent des rapports de bilan réguliers.

De même, la mission de l'ATNUTO gagnerait à être encore plus autonome. Cela renforcerait son efficacité et sa souplesse dans le processus de prise de décisions. Une information claire au sein de la communauté des donateurs sur le mandat de l'ATNUTO, sur le terrain et à New York, et une meilleure connaissance, au sein de l'ATNUTO, de ses responsabilités financières et politiques, ce sont là des points fondamentaux. Dans cette quête continue d'améliorations administratives, nous attendons du PNUD qu'il prenne l'initiative de mettre en place des capacités pour l'administration publique du Timor oriental, conformément à la résolution 1272 (1999) du Conseil de sécurité.

Le Royaume-Uni se félicite des propositions relatives à un partage du pouvoir entre les dirigeants du Timor oriental et l'ATNUTO – ce que Sergio Vieira de Mello a appelé la « timorisation ». Ces propositions mettront l'accent sur une saine gouvernance et des communications ouvertes, rapprocheront le peuple timorais de la prise de décisions et le prépareront à assumer un rôle démocratique après les élections annoncées pour le deuxième semestre de l'an prochain. Nous appuyons pleinement l'engagement de l'ATNUTO sur les options de défense stratégique des Timorais de l'Est et sur le statut du Falintil. Comme l'a indiqué le Représentant spécial, une étude indépendante doit commencer le 7 juillet sur la question. Le Royaume-Uni examinera cette étude en détail, une fois achevée. La décision finale sur les modalités de sécurité pour un Timor oriental indépendant dépend naturellement des Timorais de l'Est. En attendant, nous encourageons l'ATNUTO à répondre aux besoins humanitaires immédiats de Falintil.

Le Royaume-Uni rend hommage non seulement à la persévérance et au courage de l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental, mais aussi au peuple du Timor oriental, qui a fait preuve d'une patience et d'une compréhension remarquables face aux épreuves répétées et aux conditions inacceptables qu'il a dû subir. Le Royaume-Uni demeure disposé à offrir son aide au peuple du Timor oriental à un moment crucial de son développement en tant que nation. La communauté internationale doit continuer à faire tout en son pouvoir pour lui apporter un appui généreux et cohérent.

M. van Walsum (Pays-Bas) (*parle en anglais*) : Nous aussi tenons à remercier M. Vieira de Mello pour sa déclaration très instructive et plus particulièrement pour tout ce que ses collègues et lui-même font au Timor oriental.

Le représentant du Portugal fera ultérieurement une déclaration au nom de l'Union européenne; il va sans dire que ma délégation souscrit pleinement à cette déclaration. Je ne soulèverai donc que quelques questions qui ne seront pas abordées dans le cadre de la déclaration de l'Union européenne. Nous faisons nôtre l'évaluation positive de la conférence de Lisbonne qu'a exprimée M. Vieira de Mello. C'est à Lisbonne que Xanana Gusmão a fait observer que la participation des Timorais s'accentuait. Les Pays-Bas s'en félicitent. Nous avons toujours souligné qu'il s'agissait là d'un facteur essentiel, tant comme moyen de susciter chez le peuple timorais un sentiment d'emprise sur le processus de reconstruction que comme instrument nécessaire à la préparation de l'indépendance.

Nous nous réjouissons également de l'élargissement aux femmes, aux jeunes et à d'autres de la participation au sein du Conseil consultatif national. Il importe de faire tout notre possible afin qu'aucun groupe ne se sente exclu. À ce sujet, M. Vieira de Mello a mentionné qu'un groupe important éprouvait un vif sentiment de frustration; M. Gusmão a évoqué ce même groupe à Lisbonne : celui des combattants du Falintil. M. Gusmão a signalé que ceux-ci vivaient dans des conditions difficiles et en étaient rendus « au seuil de la révolte ». M. Vieira de Mello a déclaré que des mesures transitoires à court terme devaient être adoptées pour améliorer leur situation, mais il va sans dire que, si l'insatisfaction des combattants du Falintil devait s'aggraver davantage, nous assisterions alors à un changement radical de la situation au Timor oriental. Il est clair que tout doit être fait pour empêcher une telle évolution des événements.

Je passe maintenant à la question de la création d'une force d'autodéfense au Timor oriental. Nous avons déjà affirmé que la mise sur pied d'une telle force ne pouvait être la seule mesure favorisant un renforcement de la sécurité au Timor oriental, mais cette mesure demeure nécessaire, quand ce ne serait que parce que l'ONU ne saurait y assurer indéfiniment la sécurité. En outre, il est clair qu'une telle force sera créée, que nous le voulions ou non. Le Timor oriental souhaite l'établissement de cette force et il dispose du droit à la légitime défense en vertu de la Charte des Nations Unies. Nous ne devons pas nous opposer à cette volonté, mais plutôt l'encadrer. La participation de l'ONU lui permettra de veiller à ce qu'une force timoraise se conforme aux principes du contrôle civil et de la responsabilité démocratique et aux normes internationales régissant le respect des droits de l'homme.

Une telle participation contribuerait beaucoup au règlement de la question du Falintil. La présence de ses combattants au sein de cette force devrait être possible. Leurs antécédents leur ouvrent la voie d'une carrière militaire. Je tiens à souligner que, de toute évidence, nous ne pensons pas que nous devrions mettre sur pied une force d'autodéfense précisément pour régler la question du Falintil : il s'agit de deux questions distinctes. Mais nous ne voyons pas pourquoi il ne serait pas possible de faire coïncider la solution d'un problème avec celle de l'autre problème. Il est clair que, si nous parvenons à transformer le Falintil en force d'autodéfense, le risque que certains de ses combattants empruntent une voie différente s'en trouverait singulièrement atténué. Compte tenu du fait que nous avons affaire à des hommes armés en colère, on peut facilement imaginer à quelle voie je fais allusion.

Enfin, en ce qui concerne la question de la sécurité, nous estimons qu'elle demeure préoccupante. La suspension des activités dans trois camps qu'a décrétée le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) est inquiétante. Les troubles survenus à Noelbaki, à Tuapukan et à Naibonat impliquaient sans doute des miliciens. Il faut maintenant poser la question de l'incidence de ces troubles sur le retour des réfugiés. Nous aimerions beaucoup obtenir de plus amples renseignements à ce sujet.

De plus, l'attaque armée perpétrée la semaine dernière contre un poste de l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental, au moyen de fusils et de grenades, est particulièrement préoccupante. Nous savons que l'Administration a mené une enquête et souhaitons être informés des résultats que celle-ci a donnés.

Quelle en est l'incidence sur l'analyse que l'Administration a faite de la situation en matière de sécurité au Timor oriental? Nous reprenons à notre compte ce que l'Ambassadeur Fowler et l'Ambassadeur Greenstock ont implicitement affirmé en réponse à l'Ambassadeur Holbrooke lorsqu'ils ont dit que toute réduction de la composante militaire de l'Administration doit prendre en compte les risques

inhérents à la situation au Timor occidental. Aucune pression visant une diminution de sa composante militaire ne doit être exercée sur l'Administration en raison des nombreuses autres crises qui sévissent dans le monde. Il existe peu d'autres endroits dans le monde où l'ONU a assumé une responsabilité totale envers un territoire. Nous ne devons pas nous retirer prématurément.

M. Vieira de Mello a qualifié le Timor oriental de « pays pacifique ». Mais le Timor oriental est-il sûr? Car la question peut être posée : le Timor occidental est-il sûr? Il est indéniable que, sur le vaste territoire de la République d'Indonésie, il y a des endroits où les autorités semblent incapables d'endiguer les actes de violence spontanés – ou moins spontanés. L'Ambassadeur Holbrooke ayant évoqué cette question en détail, je me contenterai de dire que je suis d'accord avec tout ce qu'il a dit à ce sujet.

Comme l'Ambassadeur Fowler a appuyé ma demande, je vais maintenant lui apporter mon appui en affirmant que les Pays-Bas espèrent bien que le Conseil recevra un rapport détaillé sur la sécurité au Timor oriental avant que ne soit prise une décision finale au sujet de la réduction de la composante militaire de l'Administration.

J'ai une dernière question à poser concernant les élections. Si la période prévue pour les élections devait effectivement s'étaler d'août à décembre 2001, j'aimerais demander à M. Vieira de Mello si cela signifie que l'indépendance devra suivre immédiatement le résultat de ces élections. En d'autres termes : M. Vieira de Mello croit-il que les élections représentent la phase finale du processus engagé, qui serait immédiatement suivi de l'indépendance?

M. Hasmy (Malaisie) (*parle en anglais*) : Je tiens à vous remercier, Monsieur le Président, pour avoir convoqué la présente séance publique du Conseil au sujet du Timor oriental. Nous souhaitons de nouveau une bienvenue tout à fait chaleureuse au Représentant spécial Sergio Vieira de Mello et le remercions de sa déclaration fort instructive sur la situation au Timor oriental.

Ma délégation est heureuse de constater que, dans l'ensemble, l'opération des Nations Unies se déroule assez bien, grâce au leadership du Représentant spécial et au dévouement de tous les membres de l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental. Les dirigeants timorais doivent également être félicités de leur engagement à oeuvrer avec l'ONU pour la reconstruction de leur patrie. Ils méritent de recevoir un appui constant de la part de la communauté internationale et du Conseil de sécurité.

L'Administration transitoire est parvenue à passer des besoins urgents de sécurité de la phase intérimaire aux nouveaux défis propres à la réintégration, à la reconstruction et au développement postérieurs au conflit. À cet égard, nous prenons note de la réaction très positive, allant même au-delà de nos attentes, qu'a manifestée la communauté internationale lors de la conférence des donateurs tenue la semaine dernière à Lisbonne. Nous remarquons que les engagements souscrits seront respectés. La réunion de Lisbonne a mis en relief le fait qu'une coopération dynamique et interactive entre les États Membres, les Nations Unies et les institutions de Bretton Woods peut donner des résultats positifs. La Malaisie félicite le Portugal du rôle dirigeant qu'il a joué pour assurer le succès de cette réunion. Nous estimons que cette dernière a marqué un point tournant dans l'aide internationale apportée au Timor oriental : auparavant axée sur l'assistance humanitaire, elle porte maintenant sur la mise en œuvre de programmes de reconstruction dans des secteurs clefs tels que l'éducation, la santé et l'agriculture. Quant à elle, la Malaisie voisine continuera à participer aux diverses activités de l'Administration transitoire et est disposée à appuyer le Timor oriental par l'intermédiaire de son programme de coopération technique.

Nous notons que le Conseil consultatif national a adopté un budget s'élevant à 59 230 000 dollars pour la reconstruction du Timor oriental. Nous remarquons en outre avec satisfaction que l'Administration transitoire et la Banque mondiale ont accordé une subvention de 12,7 millions de dollars pour relancer les services de santé au Timor oriental. Ce premier versement s'inscrit dans le cadre d'un projet triennal devant être doté d'un budget total de 37 millions.

Nous tenons à féliciter le Représentant spécial Vieira de Mello d'avoir pris la décision d'accélérer la « timorisation » de l'Administration du Timor oriental, en vertu de laquelle des ministres timorais se joindront à des responsables de l'ONU au sein d'un cabinet censé entamer ses travaux en juillet prochain. Nous sommes heureux de constater que les dirigeants indépendantistes timorais Xanana Gusmão et José Ramos-Horta ont réagi favorablement à une telle proposition. Nous croyons qu'il s'agit là d'un pas dans la bonne

direction et que la résolution 1272 (1999) du Conseil de sécurité donne au Secrétaire général toute latitude pour apporter les modifications nécessaires à l'Administration du Timor oriental. Grâce à ce changement, un partenariat réel s'établira entre l'ONU et les dirigeants timorais, ce qui permettra au peuple timorais d'acquérir rapidement une expérience concrète dans la gestion de son pays.

Ma délégation prend également note avec satisfaction de la décision prise par le Représentant spécial visant à doubler la taille du Conseil consultatif national et à en accentuer la représentation timoraise. Nous croyons que cette décision constitue une réponse positive de l'Administration transitoire aux attentes accrues des dirigeants timorais, qui espèrent participer davantage à l'orientation future du territoire sur la voie de l'indépendance.

Nous nous réjouissons tout autant des efforts que déploie le Représentant spécial pour améliorer et consolider les relations avec le voisin le plus important et le plus immédiat du Timor oriental, c'est-à-dire l'Indonésie. Nous félicitons le Président Abdurrahman Wahid pour les mesures positives qu'il a rapidement prises en faveur de la réconciliation entre son pays et le Timor oriental, y compris l'importante visite qu'il a effectuée à Dili et les rencontres en cours entre le gouvernement de son pays et l'Administration transitoire. Nous comptons sur l'établissement d'une coopération encore plus étroite et plus concrète entre l'Indonésie et l'ONU, notamment en ce qui concerne les activités des milices.

Nous déplorons la lenteur caractérisant le retour des réfugiés provenant du Timor occidental. Nous exhortons les milices à tourner le dos au passé, à oeuvrer en faveur de la réconciliation nationale et à faciliter le retour des quelque 100 000 réfugiés se trouvant au Timor occidental. Nous reconnaissons que, dans le contexte du passé récent, l'entreprise est difficile, mais l'avenir du Timor oriental ne peut être assuré que dans la perspective d'une réconciliation rapide entre les deux parties, qui permettrait à tous les Est-Timorais de participer pleinement à la vie politique, économique et sociale du pays à l'avènement de l'indépendance. À ce sujet, nous nous félicitons de la mise sur pied du Conseil consultatif national.

Nous estimons que la diffusion de l'information a un important rôle à jouer, notamment en vue de contrer l'information tronquée et la propagande active qui circulent dans les camps de réfugiés. Comme d'autres, nous croyons que les mesures visant à promouvoir le rapatriement des réfugiés doivent être intensifiées, y compris sous la forme d'une augmentation du nombre de rassemblements familiaux à la frontière. Nous espérons également qu'un règlement à l'amiable avec les autorités indonésiennes interviendra au sujet des pensions des anciens fonctionnaires du Gouvernement indonésien qui ne vivent pas dans des camps du Timor occidental. Nous estimons qu'un règlement rapide de cette question accélérera le retour des réfugiés au Timor oriental.

Enfin, nous croyons que des mesures concrètes doivent être définies afin d'ouvrir un corridor entre le Timor oriental et l'enclave d'Oecussi au Timor occidental. Nous prenons note de la proposition qu'a récemment faite le Ministre des affaires extérieures de l'Indonésie en vue de réinstaller quelque 10 000 miliciens pro-indonésiens et leurs familles à environ 20 kilomètres de la frontière afin d'apaiser les tensions. Nous aimerions savoir si des progrès ont été accomplis en ce sens.

Nous déplorons l'attaque survenue mercredi dernier, présumément perpétrée par des milices favorables à l'intégration, lors de laquelle des grenades ont été lancées en direction des soldats australiens affectés à un poste militaire situé au nord de Maliana. Nous sommes tout autant préoccupés par les atteintes à la sécurité extrêmement troublantes qui se sont produites les 16 et 17 juin, qui semblent toutes indiquer un regain des tensions et qui ont incité les organismes humanitaires à cesser leurs activités à Noelbaki et dans les camps de Tua Pukan et de Naibionat, près de Kupang.

La Malaisie condamne également le saccage commis en mai dernier contre un organisme d'aide au Timor oriental situé à Jakarta, qui constitue un acte brutal et lâche à l'encontre des efforts de normalisation des relations entre l'Indonésie et le Timor oriental. Cela révèle la frustration agitant les milices, qui se voient nier la possibilité de commettre des actes de violence contre les nouveaux dirigeants du Timor oriental durant la période de transition. Nous sommes confiants que l'Administration transitoire et les autorités locales parviendront à prendre les mesures qui s'imposent à la suite d'un tel événement.

Ma délégation reconnaît que de nombreux défis attendent encore le Timor oriental, mais aussi que des progrès remarquables ont été accomplis en très peu de

temps. Si le processus est graduel, à juste titre, l'évolution vers l'indépendance, qui est bien en vue, a eu un caractère sûr et constant sous la direction de l'ONU et grâce à l'appui indéfectible de la communauté internationale.

En ce qui a trait à la question du moment approprié pour l'indépendance du Timor oriental, la Malaisie est favorable à un octroi rapide de ladite indépendance, le jour où les Timorais seront disposés et aptes à assumer les responsabilités découlant de l'autonomie gouvernementale.

M. Shen Guofang (Chine) (*parle en chinois*) : À l'instar d'autres délégations, la délégation chinoise aimerait remercier le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Sergio Vieira de Mello, pour sa déclaration détaillée et instructive. Nous nous félicitons du grand travail qu'ont accompli M. Vieira de Mello et son équipe dans des conditions très difficiles.

Bien que surviennent encore des incidents violents sporadiques, nous sommes heureux de noter que, depuis le dernier passage de M. Vieira de Mello devant le Conseil, l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental a réalisé des progrès notables en matière de reconstruction de logements et des infrastructures, de respect de la loi, de promotion des droits de l'homme, d'élaboration de lois et de création d'emplois et de programmes de formation. Nous nous réjouissons de constater que M. Vieira de Mello a maintenu de bonnes relations de coopération avec le Gouvernement indonésien et les parties au Timor oriental.

Nous nous félicitons des résultats positifs obtenus par la conférence des donateurs tenue à Lisbonne. Nous pensons qu'ils permettront d'avoir les ressources suffisantes pour la reconstruction au Timor oriental et jetteront les bases financières de la transition vers l'indépendance du Timor oriental.

La Chine appuie les activités de l'ATNUTO et est prête à continuer de fournir des policiers civils et des experts. Nous continuerons de fournir dans la mesure de nos moyens une aide au Timor oriental par voie bilatérale.

Nous sommes préoccupés par le problème des réfugiés qui demeurent au Timor occidental et nous espérons que l'ATNUTO réglera ce problème aussi tôt que possible en poursuivant ses consultations avec les autorités indonésiennes.

La Chine s'inquiète également beaucoup de la situation des minorités au Timor oriental en matière de sécurité et nous espérons que l'ATNUTO poursuivra ses travaux pour encourager des relations harmonieuses entre tous les groupes ethniques.

La population du Timor oriental a placé tous ses espoirs en l'ONU. En même temps, l'ONU continue à devoir accomplir des tâches difficiles dans le pays et elle doit s'y atteler de toute urgence. À notre avis, il importe de faire passer les intérêts des Est-Timorais avant tout.

Nous appuyons pleinement les activités du Conseil consultatif national, ce qui est un excellent moyen d'encourager la participation locale. Nous soutenons l'intention qu'a manifestée l'ATNUTO de prendre de nouvelles mesures pour augmenter et renforcer la participation locale aux activités entreprises en cette période de transition, notamment au processus décisionnel, afin que les Timorais de l'Est puissent être autonomes dès que possible.

M. Theron (Namibie) *(parle en anglais)* : Je souhaite m'associer aux autres délégations qui ont remercié le Représentant spécial, M. Vieira de Mello, de son exposé intéressant et complet sur la situation au Timor oriental et sur le travail accompli par l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental (ATNUTO). Tout d'abord, j'aimerais également féliciter M. Vieira de Mello et son personnel pour la compétence et le dévouement avec lesquels ils s'acquittent de leur tâche et dont témoignent les progrès et les succès remarquables de l'ATNUTO.

D'après nous, l'exposé d'aujourd'hui montre qu'en dépit d'obstacles, des progrès considérables ont été réalisés au Timor oriental. Ces progrès ont commencé avec les secours portés l'an dernier après les destructions massives qu'a connues le territoire et nous ont menés à la situation actuelle, avec des plans arrêtés de reconstruction majeure et des programmes de développement. Il faut toutefois reconnaître qu'il reste de grands défis à relever pour la mise en oeuvre des programmes de reconstruction. Nous notons et appuyons les propositions de M. Vieira de Mello quant à la façon de relever ces défis.

Néanmoins, compte tenu de l'appui très généreux offert lors de la conférence des donateurs qu'a accueillie le Gouvernement portugais et de l'approbation du programme de développement du territoire, ma délégation est convaincue que ces programmes pourront être

mis en oeuvre en temps opportun et avec succès. Ma délégation se réjouit particulièrement d'apprendre que l'on arrive à présent à surmonter un grand nombre d'obstacles, tels que la lenteur de décaissement des fonds, qui entravaient les travaux de relèvement.

Lorsqu'on reconstruit des sociétés et des nations, il est toujours important de jeter de bonnes bases. Le Timor oriental est certainement sur la bonne voie et nous nous félicitons des efforts qui se poursuivent en vue de parvenir à la réconciliation et à l'édification de la nation. À cet égard, nous appuyons vigoureusement la création d'une commission nationale de réconciliation. Nous appuyons également l'activité du Conseil consultatif national qui oeuvre à réunir les Timorais de l'Est.

La convocation récente à Dili du premier congrès chargé d'examiner les questions féminines revêt également une grande importance pour ma délégation. Il s'agissait là d'un début louable et rapide des efforts faits par les femmes pour s'assurer que l'on tient pleinement compte de leurs points de vue pendant la période de développement du territoire.

Bien qu'elle se félicite de la stabilité générale en ce qui concerne la situation en matière de sécurité, ma délégation déplore les attaques récentes dont ont fait l'objet les forces de maintien de la paix. En outre nous partageons les préoccupations d'autres délégations quant aux attaques lancées contre le personnel du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, qui ont provoqué le retrait du personnel de trois camps importants de réfugiés dans la région de Kupang. Nous espérons que des mesures concrètes seront prises afin d'assurer la sûreté et la sécurité des agents des services de secours. Ma délégation s'inquiète également des rapports qui nous parviennent sur la poursuite des activités de la milice dans les camps de réfugiés du Timor occidental.

En ce qui concerne le retour des réfugiés, ma délégation constate que le rapatriement se poursuit, bien que le taux de retour ait ralenti au cours des deux derniers mois. Nous reconnaissons avec M. Vieira de Mello que la communauté internationale devrait aider l'Indonésie à réinstaller les réfugiés qui désirent rester au Timor occidental. Sur ce point, je me demande si M. Vieira de Mello pourrait nous dire dans quelle mesure on peut être certain du nombre de réfugiés qui voudraient rester au Timor occidental.

Enfin, ma délégation voudrait réaffirmer à nouveau son appui et son encouragement à M. Vieira de Mello et à tous ses collaborateurs à l'ATNUTO pour le travail difficile qu'ils ont encore à accomplir.

M. Ahmed (Bangladesh) *(parle en anglais)* : Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de vous remercier d'avoir prévu ce débat public sur le Timor oriental. Nous savons gré au Représentant spécial, M. Sergio Vieira de Mello, auquel nous souhaitons la bienvenue parmi nous, de son exposé très complet et très riche d'information sur l'évolution de la situation au Timor oriental.

Comme il est venu ici pour la dernière fois au début février, il était grand temps que M. Vieira de Mello revienne parmi nous et nous lui savons gré des efforts louables qu'il accomplit en tant que Représentant spécial avec son équipe de l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental (ATNUTO) au Timor oriental. Ce n'est pas un mince exploit que d'être venu à bout des obstacles qui retardaient les travaux de relèvement.

La situation au Timor oriental nous présente toute une gamme de questions se rapportant à la construction d'une nation. Certaines de ces questions sont le résultat de la violence et de la destruction qui ont entouré la phase initiale après le référendum historique de l'an dernier.

Nous voulons parler des questions suivantes : sécurité, rapatriement des réfugiés, situation financière, pauvreté et chômage, santé et éducation, enquête sur les violations des droits de l'homme, reconstruction de l'infrastructure et rétablissement de l'administration civile et judiciaire. Cette liste toutefois n'est pas exhaustive.

Nous avons déjà soulevé certaines de ces questions par le passé en prenant note des progrès réalisés jusqu'à présent. Aujourd'hui, M. Vieira de Mello a fait une mise au point sur certains de ces aspects. Néanmoins, nous souhaitons présenter quelques observations.

Depuis le début du mois de mai, nous constatons une lenteur dans le processus de rapatriement. Il est apparemment assez difficile de déterminer le nombre de réfugiés qui se trouvent dans les camps du Timor occidental. Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés était supposé procéder à leur enregistrement, ce qui aurait pu nous donner une idée claire du

nombre de réfugiés. Nous nous inquiétons également des rapports qui font état de l'intimidation de ces réfugiés, dans le but inavoué de les dissuader de revenir. D'autre part, il y a aussi la question des sentiments dominants de la population du Timor oriental vis-à-vis des rapatriés.

Toutes ces questions ont un effet négatif sur le processus de rapatriement. Nous continuons donc de nous inquiéter devant la lenteur du rapatriement des réfugiés et nous encourageons tous les intéressés à redoubler d'efforts pour parvenir à une solution rapide.

Nous apprécions les résultats encourageants qu'ont obtenus les divers projets producteurs de revenu. Nous nous félicitons de la contribution que les projets dits à effet immédiat et les projets d'emploi transitoire ont apportée pour remédier au chômage et à la pauvreté. Mais il s'agit là de mesures à court ou moyen terme. Dans le long terme, il faudra s'attaquer au problème de l'investissement et du commerce. Les petites entreprises et le secteur privé sont essentiels à la réalisation de progrès réels dans ce domaine. Nous encourageons le service de l'ATNUTO chargé de la promotion des investissements à aborder la situation de manière plus novatrice.

Nous avons tout au long insisté sur la nécessité de mettre l'accent sur le rôle des femmes dans la paix et le développement au Timor oriental. Nous rendons hommage aux organisateurs du premier Congrès national des femmes, organisé récemment à Dili, et espérons que le thème majeur du développement équitable et de la reconstruction nationale permettra un discours sur le rôle des femmes dans l'éducation, la santé, le développement et la réconciliation. Nous espérons que les résultats feront l'objet d'un suivi systématique aux niveaux appropriés.

Nous sommes encouragés par la coopération croissante entre l'ATNUTO et les autorités indonésiennes dans divers domaines en temps de paix aussi bien qu'en période de troubles. Les inondations qui ont dévasté le Timor occidental le mois dernier en ont été l'occasion et l'ATNUTO a joué un rôle majeur, rôle que nous apprécions vivement.

La coopération en cours dans le domaine judiciaire concernant les enquêtes sur les violations des droits de l'homme, les objets culturels, les archives, les fonds de pension et les questions de frontière sont de bon augure pour la coopération et la cohabitation entre le territoire et son voisin immédiat.

Cela nous amène à une question qui nous intéresse tous. Il s'agit de la protection et de la sécurité de la minorité ethnique au Timor oriental. En dépit des efforts des dirigeants du Timor oriental et de l'ATNUTO, nous avons constaté des signes troublants de multiplication des attitudes d'intolérance à l'égard des minorités ethniques. Il y a également des indications faisant état d'intolérance religieuse, apparue lors d'incidents récents. Il faut faire face à ces situations inquiétantes.

Nous demandons d'urgence aux dirigeants du Timor oriental et aux responsables de l'ATNUTO d'enquêter sur tout incident et de prendre les mesures nécessaires pour éviter leur répétition. Nous saluons les efforts destinés à renforcer la commission de la réconciliation nationale, ce qui nous paraît être un jalon important.

La communauté internationale doit appuyer tous les efforts en cours au Timor oriental. Mous sommes très encouragés par les résultats de la Conférence des donateurs de Lisbonne, qui illustrent la confiance de la communauté internationale à l'égard du travail déjà fait au Timor oriental. Cette confiance a été vitale pour l'ATNUTO et la population du Timor oriental. Nous demandons à ce que, dans les mois à venir, on accorde plus d'importance à la politique qui consiste à identifier davantage cette population aux efforts de développement.

M. Sergeev (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous remercions le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Vieira de Mello, de son exposé, qui nous a donné une claire indication du travail difficile et de grande ampleur réalisé par la mission qu'il dirige, et de son analyse détaillée sur ce qui doit être fait à l'avenir.

La dynamique sur l'île est positive, même si des problèmes persistent. Dans son intervention, M. Vieira de Mello nous a clairement précisé les défis auxquels fait face l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental (ATNUTO).

Nous sommes satisfaits des rapports faisant état de contacts accrus entre l'ATNUTO et l'Indonésie, vu que cela encourage la tendance générale à la stabilisation de l'île. Des exemples de coopération dans divers domaines comprennent l'accord de l'Indonésie d'octroyer 162 bourses aux étudiants du Timor oriental et de permettre à des étudiants ayant interrompu leurs

études dans des institutions d'enseignement indonésiennes, de les compléter.

Il y a également l'accord avec le Bureau de l'*Attorney-General* indonésien pour aller de l'avant dans les enquêtes sur les cinq crimes les plus révoltants commis au Timor oriental à l'automne 1999, peut-être par des militaires indonésiens.

Ce sont là des indicateurs positifs. Mais nous restons préoccupés par le fait que le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a dû décider de mettre fin à ses activités dans les trois camps de réfugiés les plus importants au Timor occidental, suite à des actes d'hostilité commis par des opposants à l'indépendance du Timor oriental. Nous pensons que les autorités locales doivent tout faire pour empêcher la répétition de tels actes. Cela contribuerait au règlement du problème de réfugiés, ce qui serait conforme à l'intérêt de l'Indonésie et du Timor oriental.

Il est évident que l'un des domaines majeurs d'activité de l'ATNUTO reste la promotion de la réconciliation nationale au Timor oriental. Nous pensons que les mesures prises à cette fin, y compris l'ouverture d'un dialogue avec les personnalités politiques favorables à l'intégration et l'accord sur une nouvelle structure pour le Conseil consultatif national, doivent être saluées et appuyées par le Conseil de sécurité. Nous pensons que cela s'est fait grâce à l'action du responsable de l'ATNUTO, le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Vieira de Mello.

Mlle Durrant (Jamaïque) (*parle en anglais*) : Ma délégation s'associe aux autres orateurs pour souhaiter la bienvenue au Représentant spécial du Secrétaire général, M. Sergio Vieira de Mello, et le remercier de son exposé très lucide et de son évaluation optimiste et franche de la situation au Timor oriental et de la mission de l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental (ATNUTO).

Dans son exposé, le Représentant spécial du Secrétaire général a traité des objectifs majeurs que doit réaliser l'ATNUTO dans le cadre du processus conduisant à l'indépendance, en relation notamment avec la situation sécuritaire, les réfugiés, la situation humanitaire, le domaine judiciaire, la reconstruction, la mise en place d'une administration au Timor oriental et la transition politique.

Comme ma délégation l'a souligné à plusieurs reprises, la participation des Timorais de l'Est à la mise en place d'institutions de gouvernance et d'administration publique est très importante afin qu'ils s'identifient au processus conduisant à l'indépendance.

Nous sommes donc satisfaits de la décision de l'ATNUTO de répondre aux Timorais de l'Est en partageant la responsabilité gouvernementale et en faisant en sorte que des personnalités politiques du Timor oriental assument la responsabilité politique de leurs décisions.

Nous convenons avec le Représentant spécial du Secrétaire général que le processus de cogouvernement est conforme à la résolution 1272 (1999), qui charge l'ATNUTO de soutenir la mise en place de capacités à des fins d'autonomie. L'élargissement du Conseil national consultatif de 15 à 33 membres, avec une large représentation de l'ensemble du territoire et de la société civile, est un fait important. Les modalités qui permettent aux Timorais de l'Est de participer à la planification et à l'approbation de propositions et projets de développement constituent un élément important de cette mise en place de capacités.

Il y a eu d'autres faits positifs dont ma délégation se félicite. Citons la conférence sur la reconstruction, tenue fin mai et l'intérêt accru accordé à la santé, l'éducation, l'infrastructure, l'attribution de certains pouvoirs aux communautés, l'agriculture, vu que ces domaines assureront le base d'un développement durable au Timor oriental.

L'octroi de 12,7 millions de dollars de la Banque mondiale pour la remise en état d'hôpitaux et de dispensaires doit permettre au système de santé d'être plus efficace. La récente réunion des donateurs à Lisbonne constitue un autre fait positif, et ma délégation relève la réponse favorable de la communauté des donateurs. Nous espérons que ces engagements seront suivis du décaissement rapide de fonds destinés à la reconstruction et à la rénovation.

Ma délégation continue de s'inquiéter du chômage. Même si nous reconnaissons que des efforts ont été faits pour créer des emplois à court terme, des solutions à long terme doivent être trouvées en créant des emplois par le développement du secteur privé, et nous voudrions apprendre du Représentant spécial du Secrétaire général les mesures prises par l'ATNUTO à cet effet.

L'optimisme de ma délégation est tempéré par les informations récentes relatives au statut des réfugiés et aux activités des milices. Nous regrettons profondément que le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), pour des raisons de sécurité, ait dû suspendre les opérations de rapatriement pour trois camps de réfugiés au Timor oriental, et nous pensons qu'il faut donner les garanties de sécurité nécessaires au personnel du HCR pour lui permettre de poursuivre son activité sans entrave. De même, ma délégation estime qu'il est tout à fait inacceptable que les forces de maintien de la paix des Nations Unies fassent l'objet d'attaques perpétrées par des milices présumées. Les actes sporadiques de violence, surtout à la frontière entre le Timor oriental et le Timor occidental, continuent de nous préoccuper. Nous avons noté la coopération qui s'est établie entre ATNUTO et le Gouvernement indonésien, et nous espérons que les problèmes relatives aux activités des milices et au statut des réfugiés seront réglés au plus tôt.

Le statut des minorités préoccupe également ma délégation, et à cet égard, la mise en place d'un conseil national de réconciliation pourrait être un catalyseur important.

Pour terminer, ma délégation souhaite féliciter le Représentant spécial du Secrétaire général ainsi que les hommes et les femmes de l'ATNUTO de leur dévouement et de leur dynamisme, qui ont transformé le Timor oriental ces 10 derniers mois. Nous félicitons aussi le peuple est-timorais et ses dirigeants et tenons à les assurer de notre appui alors qu'ils s'acheminent vers l'indépendance. Les Timorais de l'Est attendent beaucoup de la communauté internationale et des Nations Unies. Nous ne devons pas les abandonner.

M. Krokhmal (Ukraine) (*parle en anglais*) : Je voudrais me joindre aux orateurs qui m'ont précédé pour remercier M. Vieira de Mello de son exposé très complet, qui nous a donne une image claire et objective de la situation au Timor oriental et des activités de l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental (ATNUTO).

J'aimerais tout d'abord porter mon attention sur la participation des Timorais de l'Est à la reconstruction et à l'administration de leur territoire. Ma délégation appuie pleinement les activités de l'ATNUTO à cet égard. Le travail de l'ATNUTO est très important. Elle a réalisé de grands progrès pour mettre en place les éléments clefs de l'administration civile. Il est évident que la participation active des Timorais de l'Est au gouvernement local est essentiel pour le passage du Timor oriental à l'indépendance. Cela doit être l'une de premières tâches de l'ATNUTO. Nous pensons que le Conseil consultatif national, qui doit permettre aux Timorais de l'Est de participer à la prise de décisions, doit jouer un rôle très important en la matière. Nous constatons avec une vive satisfaction que l'ATNUTO et le Conseil national de la résistance timoraise sont tombés d'accord sur une nouvelle composition et une nouvelle structure du Conseil consultatif national. Cela aidera certainement à améliorer les activités du principal organe de prise de décisions au Timor oriental et à en renforcer la transparence.

Malgré le fait que la situation générale en matière de sécurité se soit améliorée, des informations en provenance du Timor oriental font état d'un certain nombre d'incidents graves, y compris à la frontière. Nous sommes heureux de noter que le déploiement de la principale composante de police civile de l'ATNUTO est terminé et nous soulignons que la police civile a beaucoup contribué à garantir une sécurité relative au Timor oriental et à renforcer la force de police. L'Ukraine maintiendra son appui aux efforts déployés par la police civile de l'ATNUTO pour exécuter les tâches que le Conseil de sécurité lui a confiées.

Nous pensons que la question des réfugiés se trouve au coeur du processus de réconciliation. Le retour dans la sécurité des réfugiés du Timor occidental au Timor oriental est l'un des principaux problèmes que connaît l'ATNUTO. Nous continuons d'être préoccupés par les conditions de vie des réfugiés dans les camps au Timor occidental et par le nombre réduit des retours.

S'agissant des problèmes économiques, la pauvreté et le chômage posent des menaces graves à la stabilité interne du Timor oriental. L'exécution rapide des différents projets et programmes générateurs d'emplois, ainsi que la reconstruction des secteurs économique et social locaux sont extrêmement importants pour le retour à la normalité au Timor oriental. Nous soulignons la nécessité d'améliorer la coordination entre l'ATNUTO et la Banque mondiale et toutes les institutions chargées de la mise en œuvre pratique des projets et programmes de reconstruction.

Ma délégation se réjouit également de la réunion des donateurs du Timor oriental, tenue à Lisbonne, et nous sommes également encouragés par les accords de

subvention conclus entre la Banque mondiale et l'ATNUTO dans les secteurs de l'éducation et de l'agriculture.

Pour terminer, je tiens à rendre hommage aux efforts accomplis par M. Vieira de Mello et son équipe, surtout dans les circonstances dans lesquelles ils travaillent actuellement.

M. Cappagli (Argentine) (*parle en espagnol*) : Je voudrais, tout d'abord, remercier le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Sergio Vieira de Mello, des informations complètes et détaillées qu'il nous a fournies. J'aimerais également vous remercier, Monsieur le Président, d'avoir organisé cette importante séance. Ma délégation a toujours souligné l'opportunité de tenir autant de débats publics du Conseil de sécurité que possible auxquels tous les Membres de l'Organisation, et pas seulement les membres du Conseil, peuvent participer et échanger des vues sur une question donnée.

Il y a plus de 18 mois que ce Conseil a créé l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental (ATNUTO), et il est donc opportun d'évaluer le chemin parcouru jusqu'à présent ainsi que les grands défis qu'il faudra relever à l'avenir.

Si l'on considère la situation du point de vue de ce qui a déjà été accompli, l'ampleur de la tâche de l'ATNUTO mérite d'être relevée. Les initiatives prises dans le domaine de l'assistance humanitaire ont permis d'éviter la mort de centaines de milliers de personnes, qui serait survenue suite à la vague de violence de 1999 et aux catastrophes naturelles qui se sont produites depuis lors. En outre, les actions accomplies dans ce domaine ont permis à 164 000 personnes de retourner dans le territoire et de regagner leurs foyers. De même, il nous faut louer les initiatives prises par les Nations Unies pour établir les institutions politiques et sociales qui serviront de base pour le futur État indépendant. Il est très encourageant de constater que les dirigeants est-timorais représentés au Conseil consultatif national ont toujours été consulté et que leurs points de vues ont été pris en compte dans la création de ces institutions.

Pour ce qui est des défis futurs, la tâche des Nations Unies est tout aussi intimidante. Tout d'abord, dans l'espoir que nous avons déjà traversé la pire phase de la crise humanitaire, nous devons adopter une démarche qui mette plus l'accent sur le développement économique et social que sur l'assistance humanitaire. De même, nous devons poursuivre le renforcement des institutions déjà créées et les adapter aux nouvelles réalités. Compte tenu de cela, la conférence des donateurs, tenue récemment à Lisbonne, a montré que l'engagement de la communauté internationale en faveur du Timor oriental reste intact. Nous estimons que cela permettra de poursuivre les efforts de reconstruction dans des secteurs clefs comme ceux de la santé, de l'éducation, de l'infrastructure de base, du développement communautaire et de l'agriculture. À cet égard, les projets de la Banque mondiale sont extrêmement utiles.

Par ailleurs, l'initiative des dirigeants est-timorais qui vise à donner une nouvelle structure et de nouvelles fonctions au Conseil consultatif national est d'une importance vitale, car cet organe permettra à la population locale d'assumer petit à petit davantage de responsabilités et de se préparer à vivre dans l'indépendance.

Tout ceci ne signifie pas qu'il n'y a plus de questions humanitaires qui exigent notre attention. La première de ces questions, et peut-être la plus urgente, est la nécessité de mettre fin aux souffrances des milliers de réfugiés qui se trouvent toujours au Timor occidental. Pour ce faire, il faudra que toutes les parties concernées coopèrent. À cet égard, je tiens à souligner que ma délégation est profondément préoccupée par la gravité de la situation actuelle et particulièrement dans les trois camps où le Bureau du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a dû suspendre ses activités. Par contre, je tiens également à signaler que ma délégation a la certitude que les autorités indonésiennes continueront de faire preuve d'une démarche constructive qui permettra de surmonter l'impasse actuelle.

Les conditions en matière de sécurité dans les zones frontalières et à l'intérieur du territoire sont également précaires. Pour améliorer cette situation, il faudra également que toutes les parties fassent preuve de coopération. Concernant ces questions, nous apprécions la volonté des autorités indonésiennes et les efforts déployés jusqu'à maintenant, mais nous demandons instamment que les engagements qui ont été pris continuent d'être respectés.

Pour terminer, permettez-moi de souscrire aux observations faites par les orateurs précédents concernant l'excellent travail accompli par M. Vieira de Mello et tout le personnel de l'ATNUTO. Je tiens à transmettre la reconnaissance du Gouvernement argentin à M. Vieira de Mello et au personnel de l'ATNUTO

pour leurs efforts inlassables, leur courage et leur dévouement.

M. Jerandi (Tunisie) : Nous nous joignons aux autres membres du Conseil de sécurité pour remercier M. Vieira de Mello pour son exposé exhaustif et clair, sur l'évolution de la situation au Timor oriental depuis sa dernière visite en date du 2 février dernier. Nous constatons avec satisfaction que la situation sur le terrain a beaucoup évolué dans un sens positif depuis la dernière réunion, et ce, grâce aux efforts de M. Vieira de Mello et de son équipe, qui méritent ici d'être salués.

Les résultats concrets et la consolidation des relations entre l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental (ATNUTO) et le Gouvernement indonésien d'un côté, et parmi les Timorais, ne sont qu'une preuve supplémentaire du bon climat général qui prévaut sur le terrain.

Les attentats contre le personnel et les locaux des Nations Unies persistent et constituent un élément perturbateur pour les efforts déployés par l'ATNUTO en vue de garantir la stabilité et de rétablir la confiance entre toutes les parties.

Nous avons souligné à maintes reprises le rôle important qu'assurent les organisations humanitaires au Timor oriental. Nous avons également appelé au renforcement de leurs capacités et avons demandé que les conditions favorables leur soient garanties pour qu'elles s'acquittent de leurs devoirs. Il est toutefois regrettable que le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés ainsi que d'autres organisations aient suspendu leurs activités dans trois camps de réfugiés est-timorais.

Il faut reconnaître que les efforts de M. Vieira de Mello et la détermination du Gouvernement de l'Indonésie de coopérer avec l'ATNUTO ne cessent de se consolider. La visite du Gouverneur du Timor occidental dans la partie est du Timor, les entretiens de M. Vieira de Mello à Jakarta avec le Président indonésien, sont toutes des preuves de la bonne volonté de toutes les parties d'accélérer le retour des réfugiés au Timor oriental. Nous nous félicitons dans ce cadre de la décision prise par l'ATNUTO, en collaboration avec le Gouvernement du Timor occidental et le Conseil consultatif du Timor oriental, pour entamer une nouvelle opération de rapatriement des 120 000 réfugiés se trouvant encore dans les camps au Timor occidental.

La réunion des pays donateurs qui s'est tenue la semaine dernière à Lisbonne est une occasion très importante pour les Timorais de l'Est. Nous saluons dans ce contexte le soutien financier de la communauté internationale en faveur du Timor oriental, qui s'est renouvelé encore une fois et qui vient consolider le soutien politique déjà acquis. Cet appui est à notre avis un catalyseur pour toutes les parties au Timor oriental en vue d'entamer une nouvelle phase aboutissant à la mise en place d'une administration timoraise et d'assurer un développement durable pour ce pays.

Enfin, nous espérons que les prochains pourparlers entre l'ATNUTO et le Gouvernement indonésien, qui se tiendront les 28 et 29 juin, permettront aux deux parties de trouver les solutions à certaines questions en instance et de consolider les résultats acquis.

M. Keita (Mali) : Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord vous exprimer toute mon appréciation pour la tenue de cette réunion d'information sur le Timor oriental.

Je voudrais, à l'instar des délégations qui m'ont précédé, remercier le Représentant spécial du Secrétaire général de son exposé très exhaustif et l'assurer de l'appui de ma délégation pour ses efforts dans le cadre de l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental (ATNUTO).

Les progrès réalisés au Timor oriental sont aujourd'hui source de satisfaction et de motivation pour l'ensemble de la communauté internationale. Ce qui n'était pas une évidence il y a quelques mois, à cause de son caractère inédit, devient réalité de jour en jour, et ce, en grande partie à cause de vos qualités et de vos actions positives. La vie renaît des décombres, la fonction publique ouvre ses portes de plus en plus aux Timorais; les écoles, les centres de santé, la reconstruction, la collecte des impôts, la relance de l'économie ainsi que le retour des réfugiés sont également des processus positifs en cours.

Néanmoins, malgré ce bref aperçu globalement positif, certaines questions demeureront encore source de préoccupation. Au plan économique, la mise en place des systèmes de microcrédit et l'augmentation sensible du nombre des entreprises, la collecte des taxes et droits de douane sont des faits encourageants. Les contributions annoncées lors de la conférence de Lisbonne par les pays donateurs et l'engagement des institutions financières internationales permettraient sans nul doute de démarrer des projets et d'intégrer

ainsi l'économie du Timor oriental au réseau économique international. Cette relance de l'économie procurerait de ce fait plus de stabilité et de sécurité au pays.

Au plan du retour des réfugiés, ma délégation souhaite une plus grande implication en vue de la neutralisation progressive des activités des milices dans les camps et à la frontière. Aussi, elle exhorte l'Indonésie à renforcer sa présence à la frontière dans le cadre de la mise en oeuvre de l'accord du 11 avril dernier, et à s'impliquer en relation avec les organismes humanitaires et l'ATNUTO pour un retour définitif de tous ceux qui souhaitent regagner le Timor oriental.

L'attaque des camps du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) au Timor occidental suscite de notre part bien des inquiétudes. Nous la condamnons et estimons que le HCR devrait bénéficier de tout l'appui nécessaire à la réalisation de ses objectifs.

Ma délégation se réjouit également de l'instauration d'un climat de sécurité progressive au Timor oriental et condamne fermement les attaques contre certains postes. Aussi, nous demandons à l'ATNUTO de poursuivre la formation d'une police locale pour faire face à la criminalité persistante et pour maintenir l'ordre public afin que les Timorais se préparent mieux à leur indépendance. Les attaques contre ces postes illustrent à bien des égards les difficultés qu'il reste à surmonter.

Au plan politique, ma délégation salue l'intensification de l'activité politique au Timor oriental. L'ATNUTO a réalisé des progrès notables dans la mise en place d'une administration civile. Elle doit veiller maintenant à ce que la participation du peuple timorais aux élections prévues l'année prochaine se déroule de façon active, sereine, transparente et démocratique.

L'exposé du Représentant spécial nous permet de constater que les défis à relever restent énormes malgré les progrès considérables enregistrés. Il nous appartient donc d'apporter l'appui nécessaire afin que le peuple timorais puisse graduellement s'assumer dans un avenir très proche.

Le Président : Je voudrais maintenant dire quelques mots à titre national. Je me limiterai volontairement à quelques observations. L'Ambassadeur du Portugal va en effet prononcer dans la suite de notre débat une intervention au nom de l'Union européenne à laquelle ma délégation souscrit entièrement.

Mes commentaires porteront sur trois points : en premier lieu, je souhaiterais rappeler l'appréciation extrêmement positive que la France porte sur le travail considérable réalisé par M. Vieira de Mello et son équipe au Timor oriental depuis l'établissement de l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental (ATNUTO). Grâce aux Nations Unies, la situation au Timor oriental est désormais stabilisée, la construction de l'administration timoraise a avancé, le processus de réconciliation nationale est engagé. La France soutient sans réserve la poursuite de cette action.

Dans ce contexte positif, le principal point sombre, qui n'est d'ailleurs pas directement lié aux activités de l'ATNUTO, est celui des populations réfugiées au Timor occidental. II faut permettre à ceux qui veulent rentrer au Timor oriental de le faire en toute liberté. Il est pour cela indispensable que les autorités indonésiennes mettent fin, comme elles s'y sont d'ailleurs engagées, aux activités des milices, et offrent éventuellement à ceux qui ne souhaiteraient pas revenir au Timor oriental des perspectives d'installation dans d'autres parties de l'Indonésie.

En second lieu, je voudrais marquer combien il est important d'associer le plus possible les Timorais au processus de transition en cours. Des mesures ont déjà été prises dans ce sens avec, notamment, l'établissement du Comité consultatif national. Il convient maintenant d'aller au-delà et nous nous félicitons que M. Vieira de Mello ait pu poursuivre les négociations avec tous les responsables politiques timorais afin de mettre en place dans des délais rapprochés une transition exemplaire vers un système normal de gouvernement. L'établissement d'un gouvernement de coalition et d'un véritable organe législatif ainsi que l'organisation d'élections d'ici la fin de l'an prochain en seront les étapes marquantes.

Dans cette même perspective, M. Vieira de Mello pourrait sans doute nous informer, après consultation des responsables politiques timorais, du choix d'une date cible pour l'indépendance. Après d'autres, je voudrais souligner que l'indépendance ne signifiera en rien la fin de la présence de la famille des Nations Unies au Timor. Elle signifiera son maintien sous d'autres formes. Dans cet esprit, nous nous félicitons des premières réductions d'effectifs de l'ATNUTO confirmées par

M. Vieira de Mello. Nous estimons que l'apaisement de la situation locale permet une réduction substantielle et progressive des effectifs militaires d'ici la fin de l'année, puis au premier semestre de l'an 2001 sans, naturellement, mettre en cause le dispositif de sécurité à la frontière.

La formation accélérée et la montée en puissance d'une police locale efficace et compétente nous semblent prioritaires pour assurer une transition en douceur. Un départ brutal de l'ATNUTO à l'échéance de son mandat pourrait en effet constituer un facteur majeur de déstabilisation pour le pays nouvellement indépendant. Il faut donc prévoir et organiser une décroissance de la force, échelonnée dans le temps.

Le troisième et dernier point, mais non le moindre, est de s'assurer que le Timor oriental, au terme du processus de transition actuel, puisse être un État viable, capable notamment d'assurer et d'atteindre l'autosuffisance en matière agricole et de développer un certain nombre d'exportations, notamment de café et de pétrole. Je voudrais sur ce point interroger M. Vieira de Mello concernant l'état des discussions en cours entre l'ATNUTO et l'Australie sur le traité de la passe de Timor.

Je voudrais également l'interroger sur les mesures d'accompagnement prises en faveur du développement du secteur privé : estime-t-il que ces mesures sont suffisantes? Des financements spécifiques pour les petites et moyennes entreprises et industries ont-ils pu être mis en.place par les principales banques de développement, en particulier la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement?

Au terme de ces quelques remarques, je reprends maintenant mes fonctions de Président du Conseil de sécurité.

L'orateur suivant inscrit sur ma liste est le Représentant permanent du Japon. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et je lui donne la parole.

M. Satoh (Japon) *(parle en anglais)* : Huit mois se sont écoulés depuis la création de l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental (ATNUTO). Nous nous félicitons des progrès accomplis dans l'ensemble du Timor oriental pendant cette période, notamment grâce aux efforts dévoués du personnel de l'ATNUTO sous la direction avisée de M. Sergio Vieira de Mello, qui s'est vu confier une tâche immense de remise en état et de reconstruction du Timor oriental à partir de presque rien.

Cela ne veut pas dire cependant que les problèmes que connaît le Timor oriental aient été résolus. En fait, le rôle que conserve l'ATNUTO pour ce qui est de conduire le Timor oriental dans la voie de l'indépendance ne sera pas un rôle facile. Des efforts constants sont encore nécessaires sur divers fronts, y compris en ce qui concerne la réconciliation nationale et la création d'emplois. Le sort des réfugiés est-timorais qui se trouvent au Timor occidental reste également un sujet de vive préoccupation. À cet égard, nous saluons et nous soutenons les efforts faits par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR).

Comme nous l'avons réaffirmé à la deuxième conférence des donateurs, qui s'est tenue à Lisbonne la semaine dernière, le Japon reste décidé à fournir la meilleure assistance qu'il pourra à l'ATNUTO et au peuple du Timor oriental et espère que la communauté internationale continuera de même à leur apporter son soutien.

Je voudrais dans ce contexte ajouter que la séance d'aujourd'hui est extrêmement importante en ce qu'elle permet de maintenir l'intérêt de la communauté internationale au Timor oriental. Je voudrais donc vous féliciter, Monsieur le Président, d'avoir invité des pays non membres du Conseil à vous faire part de leurs vues.

Le Japon, pour sa part, s'efforce également de veiller à ce que le Timor oriental reste à l'ordre du jour de la communauté internationale. En décembre de l'année dernière, par exemple, le Japon a accueilli la première réunion internationale des donateurs et notre Ministre des affaires étrangères. M. Yohei Kono, qui s'est rendu à Dili en avril, a l'intention d'aborder la question du Timor oriental à la réunion des ministres des affaires étrangères du G-8 qui doit se tenir au Japon en juillet.

Je voudrais aujourd'hui faire quelques commentaires sur un certain nombre de points auxquels le Japon attache une importance particulière alors que le Timor oriental poursuit ses efforts d'édification d'une nation.

Tout d'abord, il est essentiel que le Timor oriental développe une relation d'amitié et de coopération avec les pays intéressés, y compris avec ses voisins, afin

d'établir les bases de son indépendance et de sa prospérité futures. Convaincus que les efforts de reconstruction et de développement du Timor oriental pourraient bénéficier d'une participation active des pays de la région, les Ministres des affaires étrangères du Japon et de Singapour sont récemment convenus de collaborer pour fournir une assistance en matière de mise en valeur des ressources humaines au Timor oriental. Nous pensons également qu'il serait utile que le Timor oriental engage un dialogue avec ses voisins, y compris avec les membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE)sur la question de la coopération régionale.

Deuxièmement, il est important que l'ATNUTO améliore ses efforts d'information publique au sein de la population du Timor oriental. Il a été signalé que face à l'ampleur du chômage et à la lenteur du développement économique, le peuple du Timor oriental se sent de plus en plus frustré. Cette frustration étant parfois exprimée sous forme de critiques à l'égard de l'ATNUTO, des efforts accrus sont nécessaires, en particulier à la base, pour aider les gens à bien comprendre le caractère et les limites du rôle que les Nations Unies peuvent jouer.

En vue de réduire ce fossé en matière de communications, le Gouvernement japonais a récemment fourni un financement à l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental (ATNUTO) pour couvrir le coût de distribution de 8 500 postes radio à la population locale.

Dans le même temps, la population du Timor oriental doit reconnaître que le processus de création d'une nation dépend de ses propres efforts. Il appartient à l'ONU et à la communauté internationale de développer une culture d'autonomie en faisant participer la population locale aux efforts d'édification nationale de leur pays, en vue d'assurer la transmission du processus aux Timorais de l'Est. À cet égard, nous appuyons la politique de l'ATNUTO visant à obtenir une participation accrue de la part de la population locale dans l'administration et la prise de décisions.

Comme nous le savons tous, la création d'une nation est un processus lent et de longue haleine et qui devra se poursuivre longtemps après l'accession du Timor oriental à l'indépendance. Je voudrais donc mettre en garde contre le fait de fixer des critères excessivement irréalistes pour l'accession à l'indépendance. Nous ne devons pas nourrir l'illusion que tous les problèmes du Timor oriental seront réglés durant la présence de l'ATNUTO.

Par ailleurs, il va sans dire que les pays donateurs doivent eux aussi continuer leur efforts. Et, à cet effet, nous saluons la réaffirmation des engagements de la part de donateurs à la deuxième conférence des donateurs, tenue à Lisbonne, la semaine dernière. Nous nous félicitons également de l'engagement dont ont fait preuve les donateurs à la conférence quant au déboursement opportun des sommes promises. Il est très important que les donateurs accordent la priorité aux projets répondant aux besoins immédiats des Timorais de l'Est et donnant des résultats rapides. La restructuration de l'ATNUTO, actuellement envisagée, devra se concentrer sur le renforcement de sa fonction de coordonnatrice de l'aide pour éviter des doubles emplois et assurer la meilleure utilisation possible de l'aide des donateurs.

Pour terminer, nous ne devons pas oublier les exigences en matière de sécurité au Timor oriental. À défaut d'assurer de façon constante la sécurité, les efforts de mise en place d'institutions nationales au Timor oriental ne peuvent qu'être laborieux. Un préalable à cette sécurité est la réconciliation nationale, et d'autres efforts à cette fin sont nécessaires. Nous sommes soulagés d'apprendre que les incidents du fait d'anciens membres des milices en faveur de l'intégration dans la zone frontalière ont diminué grâce aux efforts du Gouvernement indonésien, mais de récents incidents près de la frontière suscitent des inquiétudes. Nous espérons que le Gouvernement indonésien continuera d'agir pour éliminer les menaces à la sécurité causées par ces éléments.

Alors que le Timor oriental évolue vers l'indépendance, la population locale, les pays et les institutions donateurs ainsi que l'ONU et l'ATNUTO ont un rôle majeur à jouer. Le Gouvernement japonais continuera de coopérer au mieux de ses capacités.

Le Président : L'orateur suivant inscrit sur ma liste est le Représentant permanent du Portugal. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. Monteiro (Portugal) : Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de vous exprimer ma gratitude, à vous et aux membres du Conseil, pour avoir organisé ce débat ouvert, permettant à tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies d'écouter le

très important exposé d'information du Représentant spécial du Secrétaire général.

(*Parle en anglais*)

J'ai l'honneur de prendre la parole au nom de l'Union européenne. Les États de l'Europe centrale et orientale associés à l'Union européenne – la Bulgarie, la République tchèque, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, la Roumanie, la Slovaquie et la Slovénie – et les États associés, Chypre, Malte et la Turquie, ainsi que le pays de l`Association européenne de libre-échange, membre de l'Espace économique européen, l'Islande, souscrivent à cette déclaration.

Au nom de l'Union européenne, je voudrais souhaiter la bienvenue à M. Sergio Vieira de Mello et le remercier de son exposé. Nous apprécions le travail positif déjà réalisé par le Représentant spécial du Secrétaire général et son équipe, et leur détermination de remplir le mandat de l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental (ATNUTO).

Comme cela a été réaffirmé ce mois par le Conseil des ministres de l'Union européenne, l'Union européenne proclame de nouveau sa solidarité avec le peuple du Timor oriental et son appui à l'ATNUTO en vue de répondre à l'un des plus grands défis qui se posent à l'ONU : conduire le Timor oriental sur la voie de l'indépendance.

Il y a huit mois, le Conseil de sécurité a créé l'ATNUTO en la chargeant de l'administration d'un territoire profondément dévasté par ceux qui ne souhaitaient pas accepter les résultats de la consultation populaire. Le mandat couvre un certain nombre de missions, dont les suivantes : sécurité et maintien de l'ordre, mise en place des services civils et sociaux, aide humanitaire, appui à la création de capacités en matière d'autonomie, relèvement et aide au développement. En fait, l'ampleur du défi ne doit pas être sous-estimée, surtout au vu des espoirs immenses et légitimes des Timorais de l'Est concernant leur avenir; celui-ci dépend largement de l'ONU.

De ce fait, l'aide et l'assistance de la communauté internationale à la reconstruction et au relèvement du territoire seront fondamentaux. L'ATNUTO a besoin de fonds pour être efficace, et elle doit gérer avec soin les ressources dont elle dispose déjà. L'Union européenne insiste sur le besoin urgent de débourser les contributions annoncées à la conférence de Tokyo des donateurs en décembre 1999, et estime que la communauté des donateurs doit pleinement appuyer le budget consolidé pour le Timor oriental pour l'année fiscale 2000-2001. Nous exhortons le Secrétariat et l'ATNUTO à agir rapidement pour surmonter d'éventuelles difficultés au déboursement.

La bureaucratie ne doit pas devenir un obstacle majeur à des actions concrètes sur le terrain. L'Union européenne insiste sur le besoin de renforcer les efforts de coordination au sein du système des Nations Unies et avec l'ATNUTO, la Banque mondiale et les organisations non gouvernementales travaillant sur le terrain.

L'Union européenne redit son attachement à la fourniture d'une aide au processus de reconstruction du territoire. Elle contribue, à travers sa proposition de financement de 39 millions d'euro – 19 millions d'euro en 2000 et 20 millions en 2001 – avec une contribution totale de 60 millions d'euro prévue au cours des trois prochaines années. Ces fonds sont destinés à appuyer le programme de relèvement et de reconstruction au Timor oriental, par le biais du fonds d'affectation spéciale établi par la Banque mondiale. L'aide de l'Union européenne atteint globalement 162 millions d'euro déjà payés. Ce chiffre n'inclut pas la contribution appréciable que les États membres de l'Union européenne apportent, à titre national, aux fonds d'affectation spéciale existants et à travers d'autres mécanismes.

Dans cette première phase d'administration transitoire, le Timor oriental a fait face à de graves problèmes : manque total d'infrastructures résultant des destructions massives, taux de chômage très élevés, crise persistante des réfugiés et menaces d'incursions des milices du Timor occidental. En dépit de nombreuses améliorations, il y a encore des motifs d'inquiétude.

La situation de dizaines de milliers de réfugiés est-timorais au Timor occidental doit être réglée d'urgence. L'Union européenne salue les efforts de l'ATNUTO, du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et des organisations non gouvernementales qui travaillent sur le terrain dans ce domaine.

Les initiatives prises par les dirigeants est-timorais, en particulier par l'entremise de Xanana Gusmão, pour favoriser les visites d'évaluation au Timor oriental dans un esprit de réconciliation, et celles prises par l'Église – notamment, la récente visite de

l'évêque Basílio do Nascimento au Timor occidental – sont des faits que nous saluons. L'accueil enthousiaste réservé à l'évêque Basílio dans les tous les camps de réfugiés qu'il a visités a bien montré le désir des milliers de Timorais de l'Est de retourner dans leur pays.

L'Union européenne comprend qu'après des harcèlements constants contre son personnel, le HCR ait décidé de suspendre son travail humanitaire dans trois camps situés dans la région de Kupang, et abritant plus de 24 000 réfugiés est-timorais. Cela montre, une fois de plus, la nécessité urgente de prendre des mesures décisives. La campagne inacceptable de désinformation et d'intimidation menée dans les camps de réfugiés où les milices continuent d'exercer leur influence doit cesser.

L'Union européenne exhorte l'Indonésie à respecter l'engagement qu'elle a pris d'aider ceux qui veulent être rapatriés. Nous nous félicitons des assurances données par les autorités indonésiennes à la communauté internationale. À cette fin, nous estimons qu'il est extrêmement important de retirer immédiatement les militaires et les milices des camps de réfugiés, d'isoler tous les dirigeants des milices et donner des assurances que ceux qui font obstacle aux activités de rapatriement seront tenus responsables de leurs actes. Les mesures qui sont prises concernant la question des pensions de retraite est également un élément majeur à prendre en considération dans le cadre du règlement d'ensemble de la question des réfugiés.

Pour les Timorais qui souhaiteraient rester en Indonésie et devenir des citoyens indonésiens, l'Union européenne souligne l'importance d'un programme d'établissement équilibré et responsable. Nous pensons que toute tentative de réinstaller ceux qui désirent rester en Indonésie à proximité de la frontière du Timor oriental pourrait poser de graves menaces et devenir dans un proche avenir une source inutile de conflit. Ces questions ont été débattues lors de réunions constructives qui se sont tenues au début du mois à Jakarta entre le Ministre des affaires étrangères du Portugal, M. Jaime Gama, en sa qualité de Président en exercice du Conseil de l'Union européenne, et le Président indonésien, M. Abdurrahman Wahid, son Ministre des affaires étrangères, M. Shihab, et le Procureur général de l'Indonésie. L'Union européenne se félicite de la coopération qui a été manifestée par les autorités de haut niveau de l'Indonésie et espère que cette coopération se poursuivra.

Les efforts accomplis par le Procureur général indonésien concernant les enquêtes sur les violations des droits de l'homme au Timor oriental, de même que l'esprit de coopération avec l'ATNUTO, en vertu du Mémorandum d'accord signé avec l'autorité transitoire des Nations Unies, sont extrêmement appréciés par l'Union européenne, mais le processus d'enquête et le jugement de toutes les personnes ayant participé à des atrocités qui ont suivi la consultation populaire ne doivent pas être retardés. Dans ce contexte, l'Union européenne encourage également les autorités judiciaires indonésiennes à continuer à coopérer avec le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme.

Les efforts faits pour accélérer la « timorisation » de l'Administration transitoire sont fermement soutenus par l'Union européenne. Il est essentiel d'engager les Timorais de l'Est de façon largement représentative, notamment les femmes et les jeunes, au plus niveau dans les structures administratives et de prise de décision pendant la période transition.

Il est tout à fait légitime, comme l'a dit M. Sergio Vieira de Mello, que les Timorais de l'Est cherchent à avoir progressivement le contrôle de leur pays dans la perspective de l'indépendance. Dans ce contexte, nous exhortons l'ATNUTO à améliorer sa politique d'information et de transparence afin de faire participer toutes les couches de la population dans l'édification du futur État indépendant pour éviter des malentendus indésirables entre l'autorité transitoire et la population locale. L'Union européenne encourage l'ATNUTO à accélérer le processus de formation de la police civile du Timor oriental afin de garantir un contrôle local progressif en matière de sécurité qui permettrait de réduire la composante militaire de l'ATNUTO.

L'Union européenne prend note de la décision annoncée ici aujourd'hui par le Représentant spécial du Secrétaire général de fixer des buts à atteindre par l'Administration transitoire avant de transférer le pouvoir aux Timorais de l'Est. Comme nous l'avons dit à la conférence des donateurs de Lisbonne, l'Union européenne considère que certains objectifs devraient être atteints avant l'indépendance et qu'un plan de route doit être défini dans des domaines tels que le rythme de la reconstruction, la mise en place de mécanismes qui sont indispensables pour la gestion d'un État moderne et démocratique, l'évolution du processus politique et le contrôle et la sécurité des frontières.

Compte tenu de la nécessité d'une transition rapide, nous estimons également qu'il est approprié qu'en temps voulu et à l'issue des consultations avec les parties intéressées, une date provisoire soit fixée pour l'indépendance du Timor oriental. Par conséquent, nous souscrivons entièrement à la période indicative annoncée ici aujourd'hui par M. Sergio Vieira de Mello.

La situation au Timor oriental est à présent plus stable. Les conditions sont réunies pour permettre aux Timorais de l'Est de poursuivre un processus de réconciliation nationale solide et véritable qui favorisera la remise en état du Timor oriental. Il est également vital que la communauté internationale continue de manifester son engagement à soutenir le redressement et le développement du Timor oriental. L'Union européenne pense que la période de transition est en train d'entrer dans une phase cruciale. La mission des Nations Unies doit, conjointement avec les Timorais de l'Est, jouer un rôle critique dans le développement d'un nouvel État démocratique, dans lequel la primauté du droit sera l'un des bases essentielles, de même que la création d'un État indépendant pleinement intégré dans sa région et vivant en paix avec tous ses voisins.

Le Président : L'orateur suivant inscrit sur ma liste est le représentant de l'Indonésie. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. Thayeb (Indonésie) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, d'emblée, ma délégation voudrais vous féliciter à l'occasion de votre accession à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois de juin. Nous sommes convaincus que sous votre direction avisée et compétente, le Conseil mènera à bien l'examen des questions dont il est saisi. Je voudrais également de féliciter votre prédécesseur, l'Ambassadeur Wang Yingfan, Représentant permanent de la Chine, de sa direction compétente des travaux du Conseil le mois dernier.

Nous aimerions également remercier le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Sergio Vieira de Mello, de son exposé très complet concernant la situation sur le terrain. Je dois également dire, à cette occasion, combien mon gouvernement est satisfait d'avoir pu établir une bonne coopération avec l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental (ATNUTO) dans l'intérêt commun du développement du Timor oriental.

À l'instar des orateurs qui m'ont précédé, ma délégation est consternée par l'incident qui s'est produit récemment dans le camp des réfugiés de Noelbaki qui a poussé le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) à décider de suspendre ses activités dans trois camps des réfugiés. Nous devons, cependant, reconnaître que cet incident a été endigué et qu'aucun membre du personnel des Nations Unies n'a été blessé. Pour l'Indonésie, ces incidents sont tout à fait déconcertants, d'autant plus que le calme régnait avant ces événements malheureux, qui semblent se produire à la veille de chaque séance du Conseil consacrée à l'examen de la situation sur le terrain.

À maintes reprises, mon gouvernement a exprimé son ferme engagement à prendre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et prévenir la répétition de tels incidents. Nous sommes, comme d'autres, convaincus que le recours aux menaces de violence ne saurait être toléré, mais il ne faut pas oublier que le problème des réfugiés est à la fois complexe, compliqué et multidimensionnel. Nous ne devons non plus ignorer le fait que la frustration ressentie par les réfugiés est exacerbée par le fait qu'ils attendent toujours de retourner au Timor oriental. En dépit des efforts inlassables du Gouvernement indonésien, des autorités gouvernementales provinciales de Nusa Tenggara oriental, du HCR et d'autres organisations pertinentes de secours humanitaires, le rythme et le progrès de l'assistance si nécessaire n'ont pas satisfait les attentes des réfugiés, ce qui les a démoralisés. De façon tout à fait compréhensible, leurs préoccupations profondes – surtout en ce qui concerne les possibilités d'emplois, les pénuries alimentaires et le manque d'autres denrées de base – donnent une image assez sombre de leur avenir au Timor oriental. En outre, les pluies torrentielles et les inondations survenues au Nusa Tanggara oriental en mai 2000 ont aggravé les conditions de vie des réfugiés. Par conséquent, il y a eu de nombreuses pertes de vies, avec des dégâts considérables infligés à l'infrastructure de la province. Face à cette situation d'urgence, le Gouvernement indonésien a été prompt à réagir en déclarant l'état d'urgence dans la région, et le gouvernement provincial local a mis sur pied un groupe de travail spécial. Ce sont les efforts concertés du Gouvernement indonésien, ainsi que l'assistance de divers organismes des Nations Unies, qui ont permis d'atténuer les épreuves que les

d'atténuer les épreuves que les réfugiés ont subies à cause des inondations.

Il n'y a pas de solution facile à ce problème. Le Gouvernement indonésien et le gouvernement provincial de East Nusa Tenggara ont constamment demandé le retour des réfugiés est-timorais. Étant la province la moins développée de l'Indonésie, East Nusa Tenggara trouve que le fardeau économique additionnel est lourd à porter. Elle a étiré à l'extrême ses maigres ressources. Ce qui rend la situation encore plus complexe, c'est que les réfugiés sont aussi nombreux que la population locale; cela ne constitue pas un milieu idéal pour que règnent la sécurité et l'harmonie.

Nous reconnaissons le rôle joué par les organisations non gouvernementales locales, ainsi que par d'autres organisations non gouvernementales internationales, qui ont souvent assumé les tâches difficiles consistant à fournir divers services aux réfugiés, notamment les services de base, les suppléments alimentaires, les services de défense et les conseils, et à répondre aux besoins des femmes et des enfants. Nous sommes également conscients de l'aide apportée par le Bureau du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés lorsque nous avons dû faire face à la situation des réfugiés, et dans ce contexte nous souhaitons souligner l'importance de la reprise complète de ses activités. En ce moment, par conséquent, nous espérons également que la communauté internationale fournira l'aide nécessaire aux réfugiés qui souhaitent rester en Indonésie, contribuant ainsi à la solution de ce problème complexe.

L'Indonésie demeure inébranlable dans son intérêt pour la population du Timor oriental, au moment où celle-ci prend le chemin menant à une société pacifique, à la démocratie et à la réconciliation, ainsi qu'à la prospérité et au développement durable. L'Indonésie se réjouit à l'avance de l'avènement d'une ère nouvelle et est impatiente de jeter les bases de relations bilatérales entre les deux pays.

À cet égard, il convient de noter l'étroite coopération entre le Gouvernement indonésien et l'ATNUTO pour traiter des diverses questions qui découlent du transfert de l'autorité sur le Timor oriental de l'Indonésie à l'ONU. Ces questions sont celles touchant les frontières, les actifs, les étudiants est-timorais inscrits dans des institutions indonésiennes d'enseignement supérieur, les Est-Timorais qui étaient des fonctionnaires indonésiens, les archives et les biens culturels. Notre capacité de contribuer au développement du Timor oriental est limitée par le manque de ressources. Toutefois, nous sommes en mesure d'adopter des politiques et d'entreprendre des initiatives qui sont utiles au développement du Timor oriental. Le Gouvernement indonésien fera tout ce qui est en son pouvoir pour en arriver à des arrangements sur les questions découlant du transfert de l'autorité qui soient le plus favorables possible au Timor oriental, sous réserve des lois et règlements indonésiens en vigueur.

Il ne fait pas de doute que le chemin à parcourir est rempli d'obstacles et de défis, dont certains ont été mentionnés lors de ce débat. Néanmoins, l'Indonésie est déterminée à remplir l'engagement qu'elle a pris depuis longtemps. Nous sommes également résolus à fournir un appui pour le bien-être de la population du Timor oriental, notamment en donnant suite à l'urgente nécessité de promouvoir la réconciliation véritable entre les Timorais de l'Est, quelles que soient leurs convictions politiques. Il est donc impératif – en fait c'est un préalable – qu'une telle initiative soit prise par l'ONU en toute priorité, pour que le Timor oriental devienne un État viable et démocratique.

Le Président : Je remercie le représentant de l'Indonésie des paroles aimables qu'il m'a adressées.

L'orateur suivant inscrit sur ma liste est le représentant du Brésil. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. Moura (Brésil) *(parle en anglais)* : Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir organisé ce débat public. Je remercie également M. Sergio Vieira de Mello de son exposé sur l'évolution de la situation au Timor oriental, et je voudrais par votre entremise, Monsieur le Président, transmettre la gratitude du Gouvernement brésilien à M. Vieira de Mello et son équipe pour les efforts déployés en vue de s'acquitter du mandat de l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental (ATNUTO).

Nous savons tous que l'ATNUTO a des caractéristiques très novatrices en tant qu'opération de maintien de la paix multidimensionnelle. La portée de son mandat la rend comparable seulement aux initiatives qui incarnent tous les efforts de la communauté internationale afin de restaurer la paix et la sécurité. Certains analystes ont souligné que le Timor oriental constitue une mise à l'épreuve pour les Nations Unies, dans la mesure où l'Organisation est confrontée au défi

complexe que représente l'édification d'une nouvelle nation.

Les destructions et les violences qui se sont déchaînées l'été dernier ajoutent à la complexité de la situation. Le sort d'une population entière et la dévastation de son territoire représentent la toile de fond devant laquelle nous devrions évaluer l'efficacité de nos efforts et de notre détermination. Le Timor oriental est au premier plan de l'actualité à l'ONU, et il est de notre intérêt de faire de cette mise à l'épreuve un succès.

Les premières mesures ont déjà été prises, même s'il reste encore beaucoup à faire. L'ATNUTO a réussi à mettre un terme à la violence politique, et l'embryon du futur État est déjà en place. Mais les signes d'impatience et de frustration ne doivent pas être négligés. En dépit des aspects positifs, il semble que pour l'Est-Timorais de la rue, les changements ne surviennent pas aussi rapidement qu'ils le souhaiteraient.

Je voudrais signaler quatre ordres de problèmes sur lesquels il faudrait se pencher en priorité : l'économie et l'emploi, l'éducation et la formation, la sécurité, et la participation politique.

Dans le domaine de l'économie et de l'emploi, la principale tâche consiste à faire la transition entre la phase des secours d'urgence, de la reconstruction et du redressement et celle du développement à long terme. Des organismes internationaux commencent à se concentrer sur le développement à long terme et la création d'emplois, qui sont des éléments essentiels à l'intégration du Timor oriental dans l'économie mondiale. Il importe de créer un environnement favorable aux affaires et de contribuer au développement des secteurs qui sont susceptibles d'être durables, comme l'exportation de café et des fruits de mer, pour n'en citer que deux.

Il est très satisfaisant que l'ATNUTO et les dirigeants timorais soient engagés dans des négociations avec l'Australie afin d'élaborer un nouveau traité sur la passe de Timor (Timor Gap), qui permettra au nouveau pays de bénéficier de l'exploitation des gisements de pétrole et de gaz qui se trouvent sur les fonds marins du Timor.

L'objectif d'établir une économie de marché moderne et des institutions d'État efficaces nous amène au deuxième domaine prioritaire : l'éducation et la formation. Des efforts renouvelés sont nécessaires pour enrayer l'analphabétisme, pour fournir une éducation de base, pour former la main-d'oeuvre et pour préparer la population du Timor à prendre la direction des secteurs privé et public.

Le troisième domaine concerne la sécurité au sens le plus large. Ce n'est pas seulement la violence politique qu'il faut éliminer, mais aussi la violence des crimes de droit commun. Si une croissance économique durable s'ajoute à des taux d'emploi croissants et à la prestation de services publics de base, l'instabilité sociale et l'agitation publique diminueront certainement. De plus, le Timor oriental indépendant aura besoin d'institutions capables de maintenir la primauté du droit et de régler les controverses qui peuvent découler des relations sociales.

Le citoyen respectueux de la loi ne peut être créé par décret. Les citoyens respecteront la loi lorsqu'ils seront convaincus que des recours judiciaires existent et que tous sont égaux devant la loi.

Le quatrième domaine prioritaire est celui de la participation politique. Nous devons faire naître chez tous les Timorais de l'Est l'enthousiasme de prendre en main leur destin. Dans ce contexte, le Conseil consultatif national a joué un rôle clef dans le processus de prise de décisions sous l'égide de l'ATNUTO. La participation des Timorais de l'Est dans l'administration est également importante et doit être accrue.

En plus de la « timorisation » de l'ATNUTO, la participation suppose également l'établissement d'un système d'équilibre des pouvoirs, qui assure la responsabilisation et la transparence dans toutes les questions touchant les affaires publiques, et qui jette les bases d'un État démocratique fonctionnel.

Pour exprimer la solidarité de la société brésilienne avec la cause du Timor oriental, le Brésil, lorsqu'il était membre non permanent du Conseil de sécurité, a joué un rôle actif pour remettre à l'ordre du jour du Conseil la question du Timor oriental et pour assurer le suivi qui a mené au référendum et au vote en faveur de l'indépendance.

Cette même solidarité se reflète dans notre participation à la Force internationale au Timor oriental (INTERFET) et à l'ATNUTO. Nous avons eu l'honneur de recevoir Xanana Gusmão et d'autres membres du Conseil national de la résistance timoraise (CNRT)qui sont venus au Brésil pour étudier la possibilité d'établir un mécanisme de coopération.

En dépit de nos contraintes budgétaires, le Brésil s'est engagé à appuyer concrètement le développement du Timor oriental. En mai dernier le Brésil a créé un bureau de représentation à Dili dans le but de jeter les bases de la coopération bilatérale. L'Agence de coopération du Brésil va envoyer une mission au Timor oriental pour lancer des projets en matière d'éducation, de renforcement des capacités et de santé publique. Pour un pays en développement tel que le Brésil, ces initiatives représentent un effort considérable qu'il faut comprendre dans le contexte des liens culturels et historiques qui unissent les Brésiliens au peuple timorais.

Le processus de reconstruction au Timor oriental dépasse le cadre de l'ATNUTO. Le futur État indépendant du Timor oriental aura besoin de la coopération internationale pour consolider l'État de droit et son système économique naissant. Nous savons que la mobilisation de l'attention et des ressources est beaucoup plus difficile lorsqu'une situation cesse d'être explosive. Il est impératif, cependant, de maintenir l'élan imprimé à cette coopération.

À cet égard, il est important de continuer à supprimer la bureaucratie afin de permettre le décaissement des fonds par le biais de l'ONU et des institutions financières internationales. Il est également important que les ressources promises lors des conférences de donateurs qui ont eu lieu à Tokyo l'an dernier et à Lisbonne la semaine dernière soient remises en temps opportun.

Au Timor oriental, les Nations Unies et la communauté internationale se sont lancées dans un exercice sans précédent en matière de théorie et de pratique politique. Nous sommes les témoins de la naissance d'un État-nation qui devrait refléter les valeurs universelles dont la proclamation est dans une large mesure le produit de négociations multilatérales menées sous l'égide de l'ONU. Le succès de cet exercice dépend toutefois du sens concret que l'on pourra donner aux nobles principes consacrés dans les documents internationaux. En d'autres termes, ces principes n'auront de sens pour le Timor oriental que s'ils s'appuient sur l'amélioration des réalités quotidiennes sur le terrain au niveau local.

Le Président : L'orateur suivant inscrit sur ma liste est le représentant de l'Australie. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et je lui donne la parole.

M. Stuart (Australie) *(parle en anglais)* : Monsieur le Président, je me félicite de votre décision de tenir ce débat public du Conseil qui permet aux non-membres du Conseil de participer à la discussion sur cette question qui reste d'une importance fondamentale pour mon gouvernement.

Je voudrais également remercier le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Vieira de Mello pour l'exposé très complet qu'il a fait au Conseil sur la poursuite des travaux de l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental (ATNUTO).

L'Australie appuie fermement le rôle que joue l'ATNUTO en guidant le Timor oriental dans sa transition. Jusqu'à présent, l'ATNUTO a fait des progrès honorables en mettant en place une administration transitoire et en jetant les bases d'un Timor oriental indépendant. Elle l'a fait malgré des défis énormes et des ressources limitées. Nous félicitons M. Vieira de Mello de son leadership et nous félicitons tout le personnel de l'ATNUTO, tant le personnel international que les Timorais de l'Est, de ses efforts et de son engagement.

Pour la réussite à long terme de la transition, il est important que le peuple du Timor oriental prenne dès le début un rôle actif et constructif dans la gouvernance. L'Australie se félicite des mesures prises par l'ATNUTO pour encourager une plus grande participation des Timorais de l'Est au processus de prise de décisions, y compris par le biais d'un Conseil consultatif national élargi.

Nous encourageons l'ATNUTO à continuer d'élaborer des stratégies qui faciliteront la participation effective des Timorais de l'Est à la transition vers l'indépendance. Nous nous félicitons de ce que nous a dit M. Vieira de Mello quant à la réflexion engagée au sein de l'ATNUTO et avec les représentants du Timor oriental sur la façon de réaliser cette participation.

Pour que la transition vers l'indépendance au Timor oriental soit couronnée de succès, il faudra assurer une planification prudente et efficace. Nous accordons donc une grande importance à l'élaboration de modalités de retrait pour l'ATNUTO. Il faudra notamment établir des repères réalistes qui tiendront compte des conditions fondamentales pour que le Timor oriental puisse fonctionner efficacement comme État indépendant. Les modalités de retrait assorties de repères devraient renforcer les efforts qui se poursuivent en vue d'élargir la participation des Timorais de l'Est au processus de transition.

Nous estimons qu'il ne faudra pas placer la barre trop haut pour qu'il soit possible d'y parvenir, cependant il faudra être suffisamment précis pour bien définir la voie de l'indépendance et établir une base adéquate qui permettra de mesurer les progrès et l'efficacité des efforts de reconstruction en cours.

Un environnement stable en matière de sécurité sera un repère clef et un élément essentiel à une progression sans heurts vers l'indépendance. S'il est vrai qu'il y a eu des améliorations au cours des six derniers mois, des problèmes de sécurité subsistent. L'Australie a été vivement préoccupée par les deux récentes attaques lancées par la milice contre les forces de maintien de la paix de l'ATNUTO le long de la frontière avec le Timor occidental. Ces attaques ont souligné la nécessité d'en faire davantage pour désarmer la milice et enrayer ses activités au Timor oriental ainsi que la nécessité pour les forces de maintien de la paix de se montrer vigilantes, particulièrement dans les régions frontalières.

L'Australie continue également de s'inquiéter de la situation des réfugiés au Timor oriental, en particulier pour ce qui est des incidents de sécurité qui ont mené à la suspension des activités du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. Nous exhortons les autorités indonésiennes à redoubler d'efforts pour accélérer la réinstallation et le rapatriement, y compris séparer les milices des réfugiés, pour donner aux institutions internationales un accès libre aux réfugiés pour leur permettre de déterminer les préférences des réfugiés et d'assurer le rapatriement et d'organiser, en collaboration avec la communauté internationale, la réinstallation permanente de ceux qui ne souhaitent pas retourner au Timor oriental.

En dépit de ces préoccupations, l'amélioration de la situation en matière de sécurité, notamment dans la partie orientale du Timor oriental, nous donne une bonne base à partir de laquelle on peut envisager une réduction des effectifs de la force de maintien de la paix au cours des prochains mois. L'Australie appuie la décision de l'ATNUTO d'entamer une réduction graduelle mais constante des troupes dans le secteur Est.

Pour ce qui est des futurs besoins du Timor oriental en matière de sécurité, nous sommes déterminés à assurer cette sécurité avec tous les intervenants principaux et nous nous félicitons à cet égard de l'étude indépendante que l'ATNUTO a commandée sur les besoins et les options de sécurité futurs du Timor oriental.

Pour que l'opération de l'ATNUTO puisse se poursuivre de manière efficace au Timor oriental, elle devra dépendre en grande partie de la possibilité qu'aura le système des Nations Unies de fournir les ressources nécessaires pour mettre en oeuvre tous les aspects du mandat confié à l'ATNUTO. Nous encourageons les Nations Unies à poursuivre leurs efforts pour rationaliser les procédures de recrutement, d'achat et d'approbation afin de mettre fin aux retards pris dans la mise en oeuvre d'activités essentielles de développement.

En tant que voisin proche, l'Australie est déterminée à être un partenaire à long terme dans la reconstruction et le développement du Timor oriental. Le Gouvernement australien a contracté un important engagement financier au Timor oriental l'an dernier et cette année. Notre aide financière pour l'exercice qui prend fin ce mois-ci représentera plus de 81 millions de dollars par le biais du Programme d'aide australien.

Conscient des besoins constants de développement au Timor oriental, le Gouvernement australien a annoncé au mois de mai qu'il s'engageait à verser 150 millions de dollars sur quatre ans, à partir de juillet jusqu'en 2003-2004. Cet engagement sur plusieurs années fournira une plus grande sécurité au Timor oriental en matière de planification budgétaire à moyen terme.

À cet égard, les résultats de la conférence de donateurs de Lisbonne ont été extrêmement positifs, surtout en termes de l'appui très vigoureux apporté aux travaux futurs en vue de la constitution d'un cadre budgétaire intégré pour le Timor oriental qui coordonnera les dépenses courantes et les apports de capitaux ainsi que les revenus et les contributions provenant des donateurs multilatéraux et bilatéraux.

Si l'on a bien commencé en identifiant les sources nationales de revenu, cela doit se poursuivre de façon de façon plus active au cours des mois à venir. En attendant, il est important que la communauté internationale continue de fournir une aide, non seulement pour les efforts de reconstruction, mais également pour les dépenses courantes de l'administration du Timor oriental afin qu'elle puisse maintenir des services essentiels tels que la santé, l'éducation et l'infrastructure.

Il reste beaucoup à faire au Timor oriental. Une transition réussie vers l'indépendance dépend en grande partie de l'appui continu de la communauté internationale. La résolution 1272 (1999) du Conseil de sécurité reconnaît que, pour accomplir son mandat, l'ATNUTO doit pouvoir compter sur les compétences et la capacité des États Membres, des organismes des Nations Unies et autres institutions internationales, y compris les institutions financières. L'Australie exhorte la communauté internationale à continuer son engagement, à honorer les engagements pris à la Conférence de Tokyo, à consolider les progrès de la semaine dernière à Lisbonne et à envisager de verser des contributions pour répondre aux besoins à long terme, financiers et en nature, de l'ATNUTO pour que celle-ci puisse assumer son rôle et favoriser la transition sans heurts du Timor oriental vers l'indépendance.

Le Président : L'orateur suivant inscrit sur ma liste est le Représentant permanent de la République de Corée. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. Sun (République de Corée) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, je voudrais d'abord vous exprimer la gratitude de ma délégation pour votre initiative de tenir un débat public afin de permettre aux États intéressés non membres du Conseil de sécurité d'exprimer leur avis sur la situation au Timor oriental.

Je voudrais également m'associer aux autres orateurs et remercier M. Sergio Vieira de Mello de son exposé très complet et détaillé.

Il y a 13 mois, avec la conclusion de l'accord du 5 mai, que les aspirations historiques et profondes du peuple du Timor oriental ont commencé à se concrétiser. Il y a eu des incertitudes, des sacrifices énormes et des tragédies inattendues dans ce processus. Il reste que la situation globale en matière de sécurité est stable au Timor oriental, et la mise en place de capacités nationales, y compris la reconstruction et le développement, se concrétise.

À cet égard, le mérite revient en tout premier lieu aux Timorais de l'Est eux-mêmes, qui ont fait preuve d'une forte volonté pour surmonter les graves difficultés rencontrées dans leur combat pour l'indépendance. Le Secrétaire général a également joué un rôle décisif dans cette entreprise historique grâce à ses initiatives audacieuses et opportunes. Il est sûr que sans la coopération du Gouvernement indonésien avec l'ONU et les généreuses contributions en fonds et en personnel de la communauté internationale, ces progrès n'auraient pas été possibles.

Bien que je sois d'accord avec l'appréciation, portée par beaucoup, que le travail de l'ONU au Timor oriental a été un succès, il reste encore des défis à relever. Je voudrais parler de certaines tâches que ma délégation juge importantes. D'abord, nous devrions accorder la priorité au développement économique et à l'emploi. Nous ne pouvons nier la difficulté de mettre en place des projets de reconstruction avec des ressources limitées dans un pays dont l'infrastructure est très limitée, mais il nous faut assurer une stabilité socioéconomique. Bien que des progrès aient été réalisés, il faut faire davantage pour accélérer les décaissements du fonds d'affectation de la Banque mondiale.

Deuxièmement, je pense qu'il faudrait une participation accrue des Timorais de l'Est à la prise de décisions en ce qui concerne les projets de l'ATNUTO et de la Banque mondiale. Sans le sentiment d'exercer un contrôle, le programme le mieux conçu ne pourra être viable.

Troisièmement, s'agissant de l'allusion de M. Vieira de Mello à des points de référence politiques, de tels points de référence à long terme applicables au projet de l'ATNUTO de mettre en place des capacités au Timor oriental doivent être proposés dès que possible, après consultation avec le peuple du Timor oriental.

Quatrièmement, l'ATNUTO et le Gouvernement indonésien doivent prendre des mesures décisives pour réaliser le rapatriement et assurer la sécurité des réfugiés. Cela est particulièrement important au vu des lourdes pertes en vies humaines parmi les réfugiés est-timorais au Timor occidental durant les récentes inondations.

Enfin, les contributions de la communauté internationale doivent se poursuivre en vue de concrétiser le rêve d'un nouveau pays indépendant et viable. Il est impératif que les États contributeurs honorent leurs engagements, et nous saluons à cet égard les résultats de la réunion des donateurs tenue à Lisbonne.

La République de Corée participe activement aux efforts de la communauté internationale pour aider le Timor oriental, en envoyant plus de 400 agents de maintien de la paix et autres catégories de personnel. Mon gouvernement a également fourni 250 000 dollars en aide humanitaire et 400 000 dollars au Fonds

d'affectation spéciale de l'ATNUTO, et nous verserons 600 000 dollars pour la formation des Timorais de l'Est, en étroite collaboration avec l'ATNUTO, au cours des deux prochaines années, à partir de 2001. La République de Corée reste déterminée à appuyer les importants objectifs des Nations Unies au Timor oriental.

Le Président : L'orateur suivant inscrit sur ma liste est le Représentant permanent de la Nouvelle-Zélande. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. Powles (Nouvelle-Zélande) (*parle en anglais*) : En raison de l'heure tardive, je vais essayer d'être très bref.

Monsieur le Président, je voudrais exprimer, à travers votre personne, ma gratitude à M. Vieira de Mello pour l'excellent exposé qu'il vient de nous faire et vous remercier pour cette occasion offerte aux non-membres de participer à une séance du Conseil sur cette importante question.

L'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental (ATNUTO) a réalisé des progrès considérables sur le plan de la sécurité et des aspects humanitaires de son mandat depuis sa création. Mais il nous faut exprimer notre préoccupation suite aux récentes incursions de milices et aux agressions contre des agents de maintien de la paix des Nations Unies, y compris contre un Australien qui a été blessé. La Nouvelle-Zélande a plus de 600 membres de ses forces de défense qui patrouillent la frontière occidentale du Timor oriental, sous le drapeau des Nations Unies, et de ce fait notre intérêt en la matière est direct et concret. Nous nous inquiétons également de la dégradation de la situation sécuritaire dans certains camps de réfugiés au Timor occidental, qui a conduit à la suspension des secours de l'ONU. Nous prenons acte des mesures déjà prises par l'Indonésie, mais demandons d'autres actions de la part du Gouvernement indonésien pour maîtriser les milices au Timor occidental. Ma délégation approuve donc les observations sans équivoque faites à cet effet par plusieurs membres du Conseil à la présente séance.

Mon gouvernement se félicite vivement de la proposition de l'ATNUTO et du Conseil national de la résistance timoraise en vue d'un cogouvernement au Timor oriental, envisagée à la réunion des donateurs, couronnée de succès, la semaine dernière à Lisbonne. Elle représente une mesure majeure en vue d'une participation accrue des Timorais de l'Est au Gouvernement et à l'exercice d'une responsabilité politique en commun. Nous souhaitons encourager l'ATNUTO et le peuple du Timor oriental à développer les cadres constitutionnel et politique nécessaires pour préparer le Timor oriental à l'indépendance totale. Ce processus doit être pris en charge par les Timorais de l'Est, mais il aura également besoin de la contribution active de l'ATNUTO, s'inspirant des meilleurs conseils en matière constitutionnelle. Ces deux aspects seront critiques pour la tâche particulière des Nations Unies qui consiste à préparer le territoire du Timor oriental à l'indépendance.

Voilà ce que ce je voulais souligner aujourd'hui.

Le Président : Je donne maintenant la parole au dernier orateur inscrit sur ma liste, le Représentant permanent de la Norvège. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. Kolby (Norvège) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, je voudrais m'associer aux orateurs précédents pour vous féliciter d'avoir permis aux non-membres du Conseil de participer à ce débat. Je tiens également à remercier M. Vieira de Mello de son exposé intéressant.

Le Gouvernement norvégien est heureux de noter les faits très positifs survenus au Timor oriental depuis la mise en place d'une Administration transitoire sous la direction des Nations Unies il y a moins d'un an. Des progrès considérables ont été faits ces derniers mois pour mettre en place la base d'une nouvelle administration centrale, édifier les secteurs sociaux et former les fonctionnaires, ainsi que pour reconstruire l'infrastructure. Néanmoins, les défis sont redoutables.

Le Timor oriental deviendra un pays indépendant dans quelques années. Mais il aura à supporter un lourd fardeau en matière de développement. La direction de l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental (ATNUTO) jouit de notre confiance et de notre appui pour établir la base d'une nouvelle nation démocratique et prospère. Nous comprenons bien les difficultés et reconnaissons la nécessité d'une planification et d'une coordination appropriées. Nous partageons également la frustration des Timorais de l'Est au sujet d'un processus qui a parfois été lent. À ce stade, toutes les parties intéressées doivent se concentrer sur une exécution rapide des programmes qui facilitent une relance rapide de l'économie et créent des possibilités d'emplois, pour que le peuple est-

timorais puisse participer directement au redressement de son leur pays.

Nous ne devons jamais perdre de vue l'objectif premier, à savoir que les Timorais de l'Est eux-mêmes puissent, dans un délai bref, gouverner leur propre pays et diriger leur propre administration. La Norvège prie instamment les Nations Unies de mettre tout en oeuvre pour accroître la participation des Timorais de l'Est à l'édification de cette nouvelle nation. Nous pensons que le transfert de compétences, l'investissement en ressources humaines et la formation du personnel pour le secteur public pourraient être encore plus concentrés et plus efficaces. Nous voudrions une fois de plus demander, comme nous l'avons dit à la réunion des donateurs tenue la semaine dernière à Lisbonne, que les plus grands efforts possibles soient faits concernant ces processus.

La coordination de l'aide pour appuyer la reconstruction et le développement au Timor oriental est essentielle. Nous sommes tout particulièrement heureux dans ce contexte de la coopération entre la Banque asiatique de développement et la Banque mondiale pour mettre conjointement en place le Fonds d'affectation spéciale pour le Timor oriental. La coordination de l'aide suppose également que nous, en tant que bailleurs de fonds, élaborions efficacement nos propres projets et programmes de telle sorte qu'ils répondent aux priorités des Timorais de l'Est et qu'il n'y ait ni chevauchements ni vides. Les projets ne peuvent être durables que s'ils sont conformes aux ressources futures d'un Timor oriental indépendant.

Les progrès enregistrés dans la mise en œuvre des décisions de la réunion des donateurs de Tokyo de décembre dernier ont été inégaux et, dans certains cas, trop lents. Nous prions instamment la communauté des donateurs de veiller à ce que les annonces de contributions et les engagements se traduisent en dépenses. En même temps, nous prions instamment l'ATNUTO et les organisations internationales de réexaminer leurs procédures opérationnelles afin d'accélérer l'exécution des programmes sur le terrain.

La Norvège a accordé un appui vigoureux au Timor oriental bien avant la crise de 1999. Mon gouvernement a appuyé le droit des Timorais de l'Est à l'autodétermination et a aidé aux efforts humanitaires afin d'apporter des secours après la dévastation de l'automne dernier. La Norvège reste fermement résolue à continuer d'aider à la reconstruction et au développement du Timor oriental. Nous continuerons de fournir une assistance humanitaire et de traiter des besoins urgents. En même temps, la Norvège s'occupe de plus en plus de la reconstruction et des besoins à long terme en matière de développement par le biais de contributions au Fonds d'affectation spéciale de la Banque mondiale et au Fonds d'affectation spéciale de l'ATNUTO, et par le biais d'institutions des Nations Unies et d'organisations internationales.

Une question particulièrement complexe et importante est de traiter des besoins futurs du Timor oriental en matière de sécurité. C'est une préoccupation légitime pour tous les États souverains. Nous voudrions que ces questions soient traitées dès que possible par le Conseil de sécurité afin de bien préparer le terrain pour la mise en place de mécanismes de sécurité appropriés avant l'indépendance.

Le Président : L'heure est tardive, mais je crois que nous devons donner la possibilité au Représentant spécial, M. Sergio Vieira de Mello, de répondre aux nombreuses questions qui lui ont été posées. Je lui donne la parole.

M. Vieira de Mello : Je vous remercie, Monsieur le Président, et plus particulièrement de votre soutien ainsi que du soutien exprimé par tous les orateurs à l'effort que nous déployons à Timor. C'est une grande source d'encouragement pour nous tous.

Je voudrais, tout d'abord, exprimer ma satisfaction et celle de mes collègues suite à l'approbation unanime des initiatives que nous avons prises ces dernières semaines afin d'approfondir et élargir la participation des responsables timorais dans l'Administration transitoire du Timor oriental jusqu'à l'indépendance.

Je me limiterai, comme vous venez de le suggérer, Monsieur le Président, à répondre aux questions qui m'ont été posées. Et j'ai pris note avec beaucoup d'attention de tous les commentaires, suggestions, recommandations et conseils qui nous ont été donnés au cours de ce débat. Je peux vous garantir que nous en tiendrons pleinement compte.

Je commencerai par les questions concernant la réduction de la force militaire de l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental (ATNUTO). Je me réfère plus particulièrement aux interventions de l'Ambassadeur des États-Unis et du Président, ainsi qu'à celles des Représentants permanents des Pays-Bas et du Canada.

Le représentant des États-Unis me demandait si nous avions un plan, et quand cette réduction commencerait. Oui, nous avons un plan que nous avons soumis au Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix et que nous soumettrons, bien entendu, au Secrétaire général. Ce plan prévoit – mais il n'est pas encore approuvé, je le souligne – une réduction d'ici octobre de 487, d'ici février de 1 050, et d'ici avril de l'année prochaine de 1 405 hommes et femmes. Ce n'est qu'un plan provisoire. Je disais dans ma présentation que nous réévaluerons la situation à intervalles réguliers, car nous restons conscients de ce que nous demande la résolution du Conseil de sécurité, c'est-à-dire de créer les conditions de sécurité permettant la réduction de la force militaire des Nations Unies au Timor oriental.

Outre les conditions de sécurité sur le terrain, il nous faut également nous assurer de la capacité de notre police civile de reprendre les fonctions d'ordre public qu'assurent les militaires au Timor oriental.

Je dois également signaler que nous avons identifié quelques besoins supplémentaires, notamment dans les domaines de la capacité du génie pour la réparation des routes – je l'ai mentionné dans ma présentation – ainsi qu'afin de patrouiller les eaux territoriales timoraises. C'est un manque qui me préoccupe énormément, et il est possible donc que les chiffres que je viens de vous donner ne soient pas définitifs.

J'ai pris note, bien entendu, des interventions du Représentant permanent des Pays-Bas et du Représentant permanent du Canada, et je ne manquerai pas de communiquer leur demande au Secrétaire général, à savoir que le Conseil reçoive un exposé détaillé de nos collègues militaires avant que des décisions finales ne soient prises sur la réduction de la force militaire.

Je passe maintenant à d'autres questions dans le domaine politique. L'Ambassadeur des Pays-Bas me demandait si l'indépendance suivrait immédiatement les élections. Évidemment, je ne fais que spéculer à l'heure actuelle, mais tel que nous voyons les choses – et quand je dis « nous », je veux dire les leaders timorais ainsi que nous-mêmes à l'ATNUTO, et je pense également à mes collègues ici à New York – les élections qui auraient lieu l'année prochaine seraient des élections pour une assemblée constituante. Donc, il serait normal de permettre à cette assemblée une fois élue de considérer le texte d'un projet de constitution, de le débattre et de l'approuver. Cela me fait croire que la date de l'indépendance ne suivrait pas immédiatement la date des élections.

Une autre question qui m'a été également posée, je crois, par l'Ambassadeur des Pays-Bas concerne les mesures prises ou à prendre afin d'améliorer la situation de sécurité dans les camps de réfugiés et le long de la frontière. J'ai dit dans ma présentation que notre coopération avec les forces armées indonésiennes s'améliorait, malgré ces incidents récents. Nous avons été informés par le général Kiki Syahnakri, qui commande la région militaire qui comprend la partie occidentale de l'île, qu'un grand nombre d'armes avaient été confisquées dans les camps de réfugiés – on nous a donné le chiffre de 600 armes – et que les miliciens pro-intégration ne pouvaient plus s'entraîner dans ces camps. Nous accueillons évidemment avec beaucoup de satisfaction ces mesures, dont nous avons eu confirmation par d'autres sources. Quelles mesures supplémentaires pourraient être prises? Eh bien, nous répétons ce que certains délégués ont dit ici et qu'ils ont déjà exprimé à d'autres reprises, à savoir que les éléments timorais des forces armées indonésiennes ainsi que de la police indonésienne devraient être transférés – et je sais que ce processus a commencé – des camps de réfugiés et même de la partie occidentale de l'île vers d'autres îles de l'Indonésie.

Il me semble également très important d'identifier, ce qui ne devrait être difficile, et de transférer hors des camps les éléments extrémistes qui se rendent à intervalles réguliers responsables de violences contre les réfugiés et d'intimidation contre les réfugiés ou contre le personnel des agences humanitaires. Finalement, il est clair qu'une accélération du mouvement de rapatriement ou d'intégration en Indonésie de ceux qui souhaiteraient rester en Indonésie, faciliterait énormément les choses. Je vous ai dit dans ma présentation que nous entendions prendre un certain nombre de mesures avec Xanana Gusmão et d'autres responsables indonésiens afin de débloquer la situation actuelle.

(*L'orateur poursuit en anglais*)

Il y a de nombreuses autres questions qui m'ont été adressées par l'Ambassadeur Greenstock et l'Ambassadeur van Walsum et qui sont liées à la sécurité. Oui, nous avons tenté de répondre aux besoins humanitaires des Falintil, surtout ceux qui sont cantonnés à Aileu, en dépit des problèmes que les organisations humanitaires ont éprouvés, comme chacun sait, à aider un personnel en uniforme et armé. Nous tentons

de trouver une solution imaginative, et nous avons noté que certains gouvernements, en particulier celui du Portugal, seraient disposés à leur fournir une aide bilatérale directe.

En ce qui concerne la nouvelle force de sécurité, comme je l'ai indiqué, nous attendons les résultats de l'étude du Kings College, qui contiendra des recommandations et, je l'espère, proposera différentes options concernant la configuration, la taille et la doctrine d'une future force de défense est-timoraise. J'ai pris note de ce que l'Ambassadeur van Walsum a dit à propos du rôle des Falintil dans la création de cette nouvelle force de sécurité, et c'est un rôle que nous reconnaissons. Ce que nous devons faire une fois que des décisions auront été prises concernant cette future force de sécurité, c'est de déterminer quels membres des Falintil peuvent ou devraient être formés afin de faire partie de cette force, et quels sont ceux qui devraient être démobilisés et formés en vue d'occuper leur place dans la société civile du Timor oriental. Le plan existe, mais, comme les membres le savent peut-être, les commandants des Falintil ne veulent pas traiter ce problème au cas par cas et attendent donc une décision sur la future force de sécurité avant d'accepter la mise à la retraite ou la démobilisation de certains sous-groupes de Falintil.

Enfin, l'Ambassadeur van Walsum m'a demandé si nous avions les résultats de l'enquête sur la dernière attaque à la grenade contre le contingent australien de la force de maintien de la paix. Non, je n'ai pas encore ces résultats. Je sais que les personnes qui ont été arrêtées ont été interrogées, et ces résultats pourraient être communiqués au Conseil dès qu'ils me seront transmis.

Je vais répondre maintenant à d'autres questions posées par l'Ambassadeur Greenstock. La question du rythme lent des décaissements en est une qui nous a préoccupés, comme je l'ai dit dans mon exposé. J'ai indiqué à Lisbonne la semaine dernière qu'il y avait deux raisons principales qui expliquent le rythme lent des décaissements au cours du premier semestre de l'an 2000.

Tout d'abord, nous ne disposions pas d'une capacité d'achats gouvernementale à Dili. Il s'agit de l'une des leçons que nous pouvons tirer de l'ATNUTO et, je crois aussi, de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo, à savoir que lorsque des efforts d'édification de gouvernements et de nations sont déployés par le Conseil de sécurité, une capacité dans les différents domaines pour lesquels nous n'avons pas nécessairement les ressources au sein du système des Nations Unies, et en particulier les services d'achat du Gouvernement qui se distinguent de la mission de maintien de la paix comme telle, devrait être déployée dès les premiers stades de l'opération. Nous disposons maintenant d'une telle capacité, grâce à l'aide du Bureau des services d'appui aux projets des Nations Unies.

La deuxième raison est que nous n'avions pas, jusqu'à voici trois semaines, de budget d'ensemble pour le Timor oriental. Il nous était donc extrêmement difficile de nous prononcer sur les priorités. Nous étions bombardés, comme vous pouvez l'imaginer, par des demandes de différents services d'administration transitoire, au niveau central et à celui des districts, toutes justifiées. Mais il était impossible d'établir des priorités, en l'absence d'un budget d'ensemble, que nous avons maintenant et qui, comme les membres le savent, a été approuvé la semaine dernière à Lisbonne. Par conséquent, nous pouvons maintenant commencer à mettre en oeuvre le budget du Timor oriental pour l'exercice financier 2000-2001, et je peux affirmer aux membres que le rythme des décaissements augmentera rapidement.

J'ai également pris note des observations de l'Ambassadeur Greenstock, que je transmettrai à mes collègues ici au Secrétariat, concernant les réalisations mesurables, ainsi qu'une plus grande autonomie pour l'ATNUTO dans l'accomplissement de ses fonctions de gouvernance.

Je vais maintenant aborder la question des réfugiés. Le représentant de la Namibie m'a demandé si nous avions des évaluations du nombre de réfugiés, sur les quelque 120 000, qui seraient prêts à rentrer et du nombre qui préféreraient rester en Indonésie. Le recensement longtemps attendu de la population de réfugiés au Timor occidental n'est toujours pas achevé. En fait, il a été suspendu à la suite des incidents survenus dans les camps près de Kupang. Par conséquent, le nombre total de 120 000 n'est qu'un chiffre approximatif. Nous croyons qu'au moins la moitié, sinon les deux tiers, des réfugiés au Timor occidental seraient prêts à rentrer s'ils pouvaient choisir librement de le faire et si certaines conditions étaient remplies; j'en ai mentionné certaines, et le représentant de l'Indonésie a fait allusion à d'autres dans sa déclaration. Je ne les énumérerai pas ici, mais ce sont en gros nos estimations.

Le représentant de la Malaisie m'a demandé si des progrès avaient été accomplis concernant le déplacement envisagé des intégrationnistes et de leurs familles à bonne distance de la frontière. La réponse est non; nous n'avons pas encore eu confirmation qu'il en soit ainsi. Soit dit en passant, 20 kilomètres de la frontière pourraient être une distance insuffisante. Comme je l'ai dit, nous préférerions que les éléments les plus extrêmes des forces favorables à l'intégration – en particulier ceux qui appartenaient auparavant à la milice – soient réinstallés à bonne distance de notre frontière, et de préférence loin du Timor occidental, ou de la province de Nusa Tenggara Timur comme on l'appelle en Indonésie.

Pour en venir maintenant aux quelques dernières questions, le représentant de la Jamaïque, soutenu par le Brésil, m'a demandé quelles mesures étaient actuellement prises pour venir à bout du cauchemar, ce qui dans le Timor oriental désigne le chômage. Outre le recrutement des Timorais par des organisations internationales, qu'elles soient intergouvernementales ou non gouvernementales, le recrutement dans la nouvelle fonction publique du Timor oriental – soit environ 10 000 nouveaux fonctionnaires durant le prochain exercice budgétaire – devrait fournir des emplois. Mais, bien entendu, nous n'attendons pas du secteur public la solution des problèmes du chômage. Les programmes bilatéraux financés par les pays représentés dans cette salle, auxquels je suis très reconnaissant, ont aidé à combler l'écart entre la conférence de Tokyo, l'évaluation préalable du coût des programmes de reconstruction et l'exécution des programmes de reconstruction à grande échelle, qui doit bientôt commencer. Mais ce sont ces programmes de reconstruction dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'infrastructure et de l'agriculture qui fourniront des emplois en nombre suffisant dans les mois à venir.

Cependant, à plus long terme, c'est le secteur privé – et vous y avez fait allusion, Monsieur le Président – qui créera des emplois. La promotion de l'investissement au Timor oriental est donc essentielle, qu'elle vienne de sources étrangères ou de sources locales plus restreintes. Et, pour qu'il en soit ainsi, nous devons résoudre la question de la terre et de la propriété, qui est un autre de nos nombreux cauchemars, car il ne reste pas d'archives au Timor oriental : le Timor oriental n'a pas de mémoire; il n'y a pas d'archives; il ne reste rien. Et, comme on peut l'imaginer, nous recevons beaucoup de revendications concurrentes sur les biens. Sauf si elles peuvent être résolues, probablement par un tribunal indépendant, dans le proche avenir, très peu d'investisseurs seront disposés à venir risquer leur argent au Timor oriental. Nous en avons parfaitement conscience.

(*L'orateur poursuit en français*)

Le Président m'a également demandé où nous en étions avec les prêts aux petites et moyennes entreprises et si les fonds étaient suffisants. Non, ils ne le sont pas. Nous avons un petit projet de 4 millions de dollars de la Banque mondiale et les demandes reçues juste avant mon départ dépassaient les 30 millions de dollars. Cela est très encourageant. Cela veut dire qu'il y a beaucoup d'initiatives, beaucoup d'intérêt de la part d'entreprises timoraises de s'établir. Mais, manifestement les 4 millions de dollars dont nous disposons sont tout à fait insuffisants. Donc, nous prévoyons d'encourager les entreprises qui nous aideront à mettre en oeuvre les grands programmes de reconstruction financés par la Banque mondiale et par la Banque asiatique de développement à stimuler les entreprises locales à créer des entreprises conjointes avec les Timorais afin de créer cette capacité timoraise dans le secteur privé.

(*L'orateur poursuit en anglais*)

Je conclurai en abordant deux autres questions. La première, qui fut évoquée par l'Ambassadeur Satoh, du Japon, concerne l'information de masse. Il a absolument raison : c'est l'une de nos plus graves faiblesses, et elle explique en partie la frustration exprimée par la population timoraise. Le problème est que nous n'avons pas de télévision; notre propre radio de l'ATNUTO ne couvre qu'un territoire très limité. Il faudra du temps pour réparer les antennes et les générateurs nécessaires à leur fonctionnement. Il faudra du temps pour se procurer et distribuer des postes radio à la population timoraise. Nous en avons bien conscience et nous procédons avec enthousiasme à la reconstruction de l'infrastructure des télécommunications du Timor oriental, notamment pour cette raison.

Nous avons aussi une revue bimensuelle, qui bénéficie d'une large distribution, mais elle aussi est fort insuffisante. Nous essayons d'utiliser d'autres moyens, comme les vidéocassettes, les réunions de mairie – j'y participe en personne – et j'ai récemment écrit aux deux évêques du Timor oriental en demandant l'aide de

l'infrastructure ecclésiastique pour diffuser des informations sur nos activités.

(*L'orateur poursuit en français*)

Enfin, Monsieur le Président, je réponds à votre question sur les progrès réalisés dans le domaine de l'exploitation des ressources naturelles et notamment du pétrole et du gaz naturel. Les responsables timorais nous ont indiqué il y a plusieurs mois leurs souhaits que les termes de l'accord concernant cette exploitation dans les eaux profondes qui séparent le Timor de l'Australie et dans la zone de coopération prévue dans le Traité qui existait jadis entre l'Indonésie et l'Australie soient renégociés par l'ATNUTO avec une participation timoraise, cela va sans dire, pendant la phase de transition. Une série de pourparlers ont eu lieu à Adélaïde, à Canberra, à Dili et, ce week-end encore, à Darwin, et l'attitude du Gouvernement australien s'est révélée très compréhensive. Ils ont démontré une grande ouverture, une grande flexibilité. Je leur en sais gré et je suis donc optimiste quant à la conclusion de ces négociations avant la date de l'indépendance.

Merci encore, Monsieur le Président, de m'avoir donné cette occasion. Merci à tous de votre soutien et à vous en particulier.

Le Président : Je remercie le Représentant spécial du Secrétaire général des précisions très utiles qu'il a bien voulu nous apporter au terme d'un long débat que je qualifierais volontiers d'exemplaire. Exemplaire, parce que les questions et les réponses ont été une grande précision, traduisant ainsi l'intérêt que le Conseil de sécurité porte à l'entreprise sans précédent qui est engagée au Timor oriental sous l'égide des Nations Unies. Mais, exemplaire aussi, je crois pouvoir le dire, par la convergence des commentaires et, notamment, par le soutien unanime que notre Conseil a souhaité apporter au Représentant spécial.

Merci à M. Vieira de Mello et nous espérons bien le retrouver dans quelques mois pour qu'il puisse nous annoncer de nouveaux progrès marquants dans tous les domaines.

La séance est levée à 14 h 10.